

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

## Sans empathie, la médecine ne peut être humaine

La suprématie de l'économie rend malade notre système de santé

par David Holzmann, professeur de médecine, Zurich

Pour nous, êtres humains, la santé reste le bien le plus précieux. Chaque médecin le ressent lorsque l'un de ses patients s'estime soulagé après un examen ou un traitement rassurant. L'espérance de santé, d'un traitement réussi de maladies ou de blessures est tellement grande, qu'il n'est pas rare que les patients, larges d'esprit, passent outre sur des imperfections des médecins ou des soignants, ou sur des absurdités administratives. Malgré tout, on observe un mécontentement grandissant chez les patients. Au vu des plaintes des patients exprimées oralement, dans des lettres ou dans le courrier des lecteurs publié dans les journaux, certains travers transparaissent régulièrement: les médecins et les soignants n'ont pas assez de temps pour les patients, les patients ne comprennent pas l'essentiel de leur maladie et pourquoi un traitement particulier est appliqué. Dans la correspondance avec les caisses maladie, les hôpitaux et d'autres institutions, il faut répondre à une foule de questions et lire une masse d'informations. Les patients se plaignent d'une relation médecin-patient insuffisante ou négligée. De l'autre côté, de plus en plus de médecins et soignants se plaignent qu'ils ne peuvent réserver suffisamment de temps pour leurs patients, parce que la saisie complète des données, le contrôle, les rapports etc. leur prend toujours plus de leur temps de travail. A quoi bon toute cette bureaucratie?

Le professeur Giovanni Maio, spécialiste en médecine interne et titulaire d'une chaire d'éthique médicale, présente le problème de façon bien compréhensible dans son livre «Modèle économique «santé»: comment le marché abolit l'art de la médecine», en exposant de plus en plus le système de santé au soi-disant «marché libre», des travaux administratifs et bureaucratiques, et surtout le respect de limites budgétaires, gagnent une priorité grandissante, tandis que l'aide réelle pour le patient est négligée. Les médecins, mais également les soignants et les autres professionnels, se voient contraints à catégoriser et à traiter leurs patients selon des critères économiques, voire financiers.

L'assujettissement de la médecine aux principes néolibéraux, explique pourquoi les médecins ont toujours moins de temps pour leurs patients. Les autres professions,



(photo caro)

tels les soignants, les physiothérapeutes etc. sont confrontés au même problème. Bien qu'ils aient choisi leur métier pour travailler avec des patients, ils doivent de plus en plus y renoncer, car la relation avec les patients n'est plus la première priorité.

Ceci explique aussi l'insatisfaction rampante au sein des professions médicales, dont les représentants sont de plus en plus souvent réduits à gérer et administrer les données des patients.

### Orientation de la médecine vers les forfaits par cas et le système budgétaire

En Allemagne et en Suisse jusqu'au début des années 1990, un système de financement rétrospectif était en vigueur. Cela signifie qu'en premier lieu on soigne le patient et seulement ensuite, l'hôpital établit les coûts réels et demande une rémunération. Après une réforme du système de la santé – en Suisse la révision de la LAMAL en 1996 – un changement du système de financement eut lieu, en devenant prospectif. Avant qu'un patient ne puisse être soigné dans un hôpital, ce dernier doit prévoir comment il pourra financer ce patient avec les moyens à dis-

position. Avec le nouveau système, on offre aux hôpitaux la possibilité de faire du bénéfice ou des pertes, tout comme cela se fait dans les métiers, l'industrie ou dans le commerce. Ce changement influence l'état d'âme du personnel et crée une insécurité des postes de travail. C'est l'idée principale de Giovanni Maio: la perte de l'aspect social, de la relation médecin-patient, comme résultat d'une transformation économique de la médecine s'orientant de plus en plus vers le rendement, l'optimisation financière et en ultime approche, la maximisation du bénéfice. Mais le médecin a une obligation de loyauté à l'égard du patient, qu'il ne peut pas résilier. Il ne peut équilibrer l'avantage économique et le bien du patient, parce que ce dernier n'est pas négociable. Il est vrai que chaque médecin devrait avoir une réflexion sur le rôle de l'économie dans le domaine de la médecine. Il doit prendre conscience des coûts. Mais il ne doit pas être mis sous pression pour exclure certains traitements et investigations afin d'éviter un déficit de son hôpital. Les stratégies d'hôpitaux, orientées en première ligne vers l'optimisation du bénéfice méritent le dédain.



Giovanni Maio  
(photo mad)

«L'estime est la chose suprême et fondamentale que les médecins doivent être en mesure de donner. Le médecin ne peut trouver épanouissement dans sa profession que s'il réussit à préserver une estime fondamentale pour le patient et qu'il est capable de la lui montrer. [...] Mais les relations humaines ne peuvent être ni prescrites, ni cochées sur une «check-list» d'un système de gestion. [...] Les structures doivent laisser de l'espace pour que

l'humanité puisse se développer. Pour cela, il faut, malgré toutes les exigences de rentabilité, trouver un consensus permettant d'investir tout naturellement dans de bonnes conditions de travail pour les professionnels de la santé. [...] Les médecins et les soignants doivent également ressentir l'estime du système afin de pouvoir s'engager entièrement pour leurs patients.»

Giovanni Maio, p. 160s.

### Conséquences pratiques d'une médecine sous l'emprise de l'économie

Ni la politique ni les administrations des hôpitaux ne donnent ouvertement des consignes aux médecins de traiter les patients selon des critères purement économiques, à l'inverse, en Angleterre, il est clairement formulé, par exemple, à partir de quel âge un patient n'a plus le droit à une dialyse. «Les administrations des hôpitaux ne formulent pas de directives-cadres, mais avec les budgets des divisions et avec la transparence du bénéfice, chaque division est mise sous une pression subliminale. C'est un chantage, mais on affirme qu'en dernière ligne les médecins doivent décider eux-mêmes.» (Cette citation et les suivantes sont tirées du livre de Giovanni Maio.) Les médecins sont mis sous une tutelle structurelle, en leur laissant de moins en moins de ressources. Par exemple, on octroie aux médecins de plus en plus de tâches purement bureaucratiques comme la saisie méticuleuse des prestations, du codage, du préavis de paiement etc. Ainsi ils ont forcément moins de temps pour les patients.

Les médecins sont également mis sous pression, étant conviés de façon subtile à agir selon des critères économiques et non pas médicaux. Le médecin est littéralement contraint à catégoriser les patients en ceux étant à l'origine d'une perte et ceux apportant un bénéfice. Ceci explique pourquoi les patients privés sont sur-diagnostiqués.

La réduction draconienne du personnel est une conséquence directe de l'économisme grandissant. Il devient évident que le dictat de l'économie a pour conséquence une minimisation du temps destiné pour le contact avec le patient. Pour pouvoir diminuer encore plus ce temps, la plus grande priorité est consacrée aux tâches administratives. «Ne pas immédiatement documenter est sanctionné sans pitié». Dans le résumé de Maio, on lit: «Dans une logique économiste, le traitement médical se réduit à une réparation technique se déroulant avec le moins de frais possible.» Avec une telle conception, les consignes les plus importantes sont la compétition et la concurrence. Dans cette vision, les parties non rentables d'une entreprise sont épinglées et vendues. *Mais une médecine qui fuit le patient ne mérite plus le nom de médecine.*

Déjà aujourd'hui nous observons dans le service orienté vers le bénéfice des critères de rentabilité pour les décisions concernant examens et traitement. Ces critères apparaissent plus importants que le patient avec sa maladie. Ainsi, les directions d'hôpitaux et les économistes de la santé, effrontés, parlent de «clients» à la place de «patients». Ainsi, selon Maio, une déprogrammation des médecins a lieu. Les médecins se voient contraints d'agir à contre cœur selon des objectifs économiques et de se dispenser d'une relation empathique avec le patient. *Ainsi, le médecin est deux fois perdant: il perd la confiance de ses patients et le sens de son activité médicale.*

### Implications théoriques d'une médecine sous l'emprise de l'économie

Le rôle de l'économie en médecine s'est transformé: l'économie n'est plus au service de la médecine, mais la domine. La pression et le manque de temps des médecins a été obtenu de force et supprime l'entretien calme entre

30<sup>e</sup> Salon du livre et de la presse de Genève/Palexpo

du 27 avril au 1<sup>er</sup> mai 2016

«Horizons et débats»

se réjouit de vous accueillir, de vous présenter ses publications et de partager avec vous un moment de repos et d'échanges d'idées.

Vous nous trouverez au stand I-955

Suite à notre présence au Salon, notre prochaine édition paraîtra avec quelques jours de retard.

### «Sans empathie, la médecine ...»

suite de la page 1

médecins et soignants. Par contre, le moindre geste est standardisé et défini selon un créneau horaire.

L'axiome principal caractérisant l'emprise de l'économie est l'idée que le soin d'êtres humains malades doit être effectué selon le modèle de la production industrielle. Mais ainsi, le patient est rabaisé au niveau d'une mécanique. Donc, les médecins doivent apprendre à mettre en place des algorithmes rationnels à la place de décisions personnelles. Ainsi, les professions soignantes sont dé-professionnalisées et industrialisées. Dans un tel système donnant prépondérance à l'économie, le traitement n'est pas adapté à un patient, mais le patient à un schéma de traitement. Ainsi, le médecin est interchangeable, car à l'hôpital ce n'est pas la personne du médecin qui prime, mais un «processus» de soins. Avec le règne du «management» et des «procédures» dans les thérapies, les traitements et les soins, un élément central de la médecine est victime de la rationalisation. Or, cet élément est important en médecine: c'est la relation de confiance avec son prochain. Dans un tel système économiste, on n'est plus un humain qui aide mais un prestataire de services. L'attention à un autre humain est remplacée par la fourniture d'une marchandise de santé commandée et convenue. L'engagement empathique du médecin est remplacé par l'obligation d'un service parfait. Maio amène la citation pertinente d'Erich Kästner:

«Dans leur main tout se transforme en marchandise, dans leur âme, il y a la lumière électrique, ils mesurent même l'incalculable, ce qu'on ne peut pas compter, est inexistant.»

Sous le dictat d'une telle réalité économique les médecins et tous les soignants sont forcés à abandonner toute pensée holistique. La qualité médicale est systématiquement diminuée par cette frénésie de documentation sévissant. Tout doit être documenté, tout est contrôlé, rien n'est évident, mais au contraire, il faut rendre compte pour tout. En permanence, les soupçons généraux se portent contre le médecin. La pression continue sur les médecins ne sert pas au bien des patients, mais uniquement au bilan. Le travail orienté uniquement vers la recette financière diminue la motivation intrinsèque et la vraie force de cette profession si proche de l'humain. Mais justement l'entretien personnel des médecins et des soignants avec leurs patients n'est pas honoré. A sa place, ce sont les investigations et interventions techniques qui sont royalement remboursées.

«Un tel système ne peut fonctionner et les médecins y collaborent uniquement grâce à une individualisation subtile d'une pénurie structurale organisée. Le manque de temps et de ressources est fixé d'en haut, mais ce sont les collaborateurs de l'hôpital qui doivent faire avec. Ils doivent constamment travailler sous une pression grandis-

sante.» *Le fait que les professions soignantes ne se soient pas révoltées suffisamment contre cette pénurie organisée est dû à la stratégie efficace de présenter cette pénurie structurale comme un problème de chaque médecin en individuel.* Dans un tel système économique le dévouement et le service du prochain n'a plus de place, il est même considéré comme suranné. Dans cette vision, la relation avec le patient ne doit pas être sociale, mais commerciale.

#### Du patient au client

Dans la médecine moderne – si l'on peut encore l'appeler «médecine» – le patient est vu de moins en moins comme un proche souffrant mais comme un consommateur de services médicaux, comme client émancipé, qui, éclairé, doit prendre une décision d'achat bien documentée. Cependant, le patient souffrant n'a souvent pas le choix. L'objectif visé est d'amener un client à acheter à l'avenir, autant que possible, toujours chez le même fournisseur. Ceci ne peut pas correspondre au vrai but d'un médecin. Notre système de santé est pourtant déjà dépersonnalisé au point que, de plus en plus souvent, les médecins et les hôpitaux présentent leurs «offres» dans des brochures luxueuses, sur des sites internet etc., cela non pas pour mieux aider ou soigner, mais pour réaliser une augmentation de leurs ventes.

#### Le problème des bonus: récompense pour la mauvaise chose

Si un médecin s'engage pour le bien de ses patients, c'est foncièrement un engagement social et un comportement non économique. Le paiement de bonus est un instrument économique. De nombreuses études montrent que les médecins trouvent leur bénéfice professionnel personnel avant tout dans le contact avec leurs patients et dans le sentiment de les avoir aidés. Avec les bonus, l'acte d'aide est déprécié et la satisfaction et

«Par conséquent, les médecins doivent formuler bien plus clairement les raisons de leur engagement et pour quels objectifs ils sont prêts à travailler. Les médecins doivent redevenir une communauté et communiquer plus clairement qu'ils ne sont pas prêts d'abandonner leur sollicitude. Ils doivent s'engager activement pour la logique médicale et se distancer dans leur travail des modèles d'évaluation purement économiques. Car ce sont uniquement les patients qui justifient la raison d'être du médecin.»

Giovanni Maio, p. 153

l'engouement que le médecin tire de sa profession est mis en péril. Les principes économiques actuels en médecine requièrent un médecin qui se comprend comme fournisseur de prestations. Ils veulent un médecin qui ne suit pas la motivation intrinsèque de sa profession, mais qui suit les objectifs et directives-cadres de la direction. Il s'en suit une déprofessionnalisation voulue. La profession du médecin est ainsi dépréciée. Un médecin qui suit les vraies motivations directrices de sa profession réclame la liberté de la pensée et du choix des soins. Un tel médecin est plus difficile à gérer. Le médecin marche aujourd'hui sur la corde raide, car il doit choisir entre la motivation interne et la gratification. Il doit se rendre compte que les systèmes d'attrait financier minent l'évidence de l'acte d'aider.

limite à l'analyse coûts-avantages. Un procédé médical s'oriente, par contre, avant tout à la probabilité de réussir une aide médicale. Pour le médecin, c'est un conflit d'objectifs. Il est avant tout l'avocat du patient. Il ne peut confier le patient à l'économie, qui ne poursuit que des objectifs financiers. Tant que le médecin ne trahit pas sa vocation, il sert le bien commun. Donc, il ne peut à l'égard de ses patients faire prévaloir les aspects financiers propres à l'économie. L'obligation à agir pour le bien commun signifie pour le médecin qu'il n'a pas le droit d'abuser de sa formation, payée par l'Etat, pour optimiser son bénéfice. Ceci serait une utilisation détournée. Maio pointe du doigt le danger que le patient, mais aussi les professions soignantes, ne deviennent les victimes de l'économisme rampant en médecine. On demande

«Tant que le médecin se nomme médecin, il reconnaît vouloir s'engager pour le bien commun, mais cela ne veut pas dire qu'il doive, dans l'intérêt d'un rendement accru renoncer à assister certains patients ou à en prioriser d'autres. Le bien commun signifie dans ce contexte que le médecin doit prendre tout en considération et ne doit pas gaspiller les fonds publics, même si certains patients le lui demandent. L'obligation de prendre au sérieux le bien commun signifie également que le médecin bien qu'ayant bénéficié d'une formation financée par l'Etat ne se plie pas à la dictée de maximisation du profit. Voilà pourquoi les médecins doivent déclarer encore plus clairement, qu'en tant que représentants de l'intérêt public, ils ne travailleront que là où ils peuvent atteindre les objectifs de leur profession de médecin.»

Giovanni Maio, p. 152

## Les pressions économiques dans les hôpitaux mettent en danger les médecins et les patients

### Le «Hartmannbund» se voit confirmé par le Conseil national d'éthique

Suite aux dernières déclarations du Conseil national d'éthique, le «Hartmannbund» [Association de médecins d'Allemagne] se voit confirmé dans sa mise en garde concernant les conséquences des pressions économiques dans les hôpitaux allemands. «Notamment les Länder qui – depuis des années – coupent considérablement leurs interventions aux hôpitaux, devraient interpréter cette constatation comme un signal d'alarme», a déclaré le président du «Hartmannbund», le Dr Klaus Reinhardt de Berlin. Mais la constatation du Conseil national d'éthique que le bien-être des patients est, vu les conditions données, de plus en plus laissé pour compte, ce qui oblige également les hôpitaux à reconsidérer la situation. Dans ce contexte, le «Hartmannbund» soutient explicitement la demande de l'organe que les directeurs des cliniques devraient posséder outre des compétences en économie,

des connaissances de base en médecine et en soins. De continues décisions basées avant tout sur l'économie rendent à la longue les conditions de travail des médecins et du personnel soignant inacceptables et mettent en danger le bien-être des patients. Soulignons donc que le nombre minimum du personnel soignant exigé par le Conseil national d'éthique doit également être accordé au personnel médical.

Reinhardt a fait appel au ministre fédéral de la Santé M. Gröhe de prendre au sérieux les injonctions du Conseil national d'éthique. Cela signifie également de réfléchir constamment à la question de savoir comment le soi-disant système de forfaits par cas (DRG) avec ses nombreuses fausses incitations pourrait être modifié de manière raisonnable.

Communiqué de presse du «Hartmannbund» du 6/4/16 (Traduction Horizons et débats)

aux médecins qu'ils apprennent à penser en termes de l'économie. *Mais il est beaucoup plus important que les économistes apprennent à penser en termes de la médecine.* A notre question: «Est-ce que la médecine doit servir l'économie ou l'économie la médecine?», médecins et patients donneraient la même réponse. Mais il est vrai que les médecins doivent aussi réfléchir aux problèmes financiers et de l'économie nationale.

#### Conclusion

Pour Maio, la domination grandissante de l'économie sur la médecine est une cause principale du fait que notre système de santé est de plus en plus malade, et que les patients, malgré le progrès en médecine, risquent d'être moins bien soignés. L'orientation politique du Conseil fédéral et du Parlement y ait pour quelque chose. Nous mentionnons l'agenda néolibéral de politiciens comme l'ancien conseiller d'Etat zurichois Ernst Buschor avec son *New Public Management*. Depuis vingt ans déjà, le Conseil fédéral suit de près les directives-cadres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Cette dernière impose aux pays-membres de diminuer graduellement le financement du Service public. Ces objectifs de l'OMC, menés de pair avec la politique économique néolibérale, sont la raison pour laquelle de moins en moins de moyens publics, donc nos impôts, sont attribués au système de santé. Ainsi, des hôpitaux cantonaux entiers sont privatisés, et des hôpitaux universitaires sont partiellement privatisés. Analysé de façon superficielle, cela semble correspondre à une attitude libérale mais en réalité, ce n'est pas autre chose qu'un détournement d'argent des contribuables de manière anticonstitutionnelle.

(Traduction Horizons et débats)

## Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

#### Editeur

Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef

Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration

Case postale 729, CH-8044 Zurich

Tél. +41 44 350 65 50

Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch

www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

IBAN: CH640900000877484856

BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie

Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs/ 108.– euros

ISSN 1662-4599

© 2016 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».



# Les Etats-Unis empoisonnent le climat en Europe

par Willy Wimmer



Willy Wimmer  
(photo uk)

Face à toutes ces nouvelles désastreuses, résultats de la politique globale soutenue par l'Allemagne, une information – catastrophe dans ses conséquences – risque de passer presque inaperçue. Mais ce qu'on a pu lire dans les quotidiens a en effet de quoi nous alerter.

Selon ces informations, les Etats-Unis se préparent à stationner, à partir de l'année prochaine, une brigade blindée avec des milliers de véhicules et d'autres matériels militaires dans la région orientale de l'Allemagne, dans les Etats membres de l'OTAN se situant entre la Fédération de Russie et l'Allemagne. Ce plan est justifié par la peur présumée de ces pays membres de l'OTAN d'une agression russe, qui reste très vague aux yeux de tous les autres Etats du continent.

## Phase finale de la politique américaine visant, depuis 1992, à une nouvelle scission du continent

Naturellement, tous les Etats de l'OTAN avaient misé sur le fait que le coup d'Etat du Maïdan n'élimine pas uniquement le gouvernement ukrainien. Cela aurait permis aux Etats-Unis de mettre en œuvre leur politique d'une nouvelle scission européenne, ouvertement affichée depuis plus de dix ans. Le spectacle centré sur l'oligarchie ukrainienne aux tresses *Iulia Timochenko*, mis en scène publiquement avec l'aide de cliniques allemandes reconnues et compétentes, avait rendu évident les planifications des Etats-Unis en Ukraine, ce qui a amené nos voisins à l'Est à parier sur le bon cheval. Le gouvernement fédéral allemand en a, bien entendu, fait autant.

L'élimination de la présence de la marine russe en Crimée, prévue à la suite du coup d'Etat du Maïdan pour couper court à l'approvisionnement de la Syrie du président Assad, et l'élimination des droits essentiels de la minorité russophone en Ukraine s'est avérée inopérante, avec cependant des conséquences désastreuses pour les habitants de l'Ukraine de l'Est.

Les déclarations musclées provenant des pays baltes et de la Pologne en direction de Moscou ne furent surpassées que par les fanfaronnades des officiers supérieurs allemands de l'OTAN en direction du Kremlin. Le climat était pourtant savamment préparé pour des émeutes tandis que certains cercles au sein de l'OTAN créèrent la base psychologique pour la thèse de la menace des pays baltes. Ainsi l'atmosphère était préparée pour l'actuel stationnement de troupes américaines dans la région.

## Les Etats-Unis contournent systématiquement les réglementations résultant du «Traité de Moscou» ouvrant la voie de la réunification allemande (1990)

Ce stationnement annoncé de troupes termine un chapitre, nous concernant directement, nous autres Allemands. Toutes les conséquences de notre histoire depuis *Napoléon*, nous ont amené à n'accepter sur le territoire de l'ancienne RDA que des troupes allemandes. On voulait absolument éviter la continuation de situations antagonistes faisant partie de la guerre froide. On se mit d'accord qu'à l'avenir, ce ne serait plus la suprématie militaire qui définirait l'Europe, mais un dense réseau d'accords. La présence de troupes alliées de l'OTAN sur le territoire de l'ancienne RDA était exclue.

Cependant, déjà avant que l'Allemagne fut réunifiée, diverses troupes militaires alliées, lancèrent des tentatives pour contourner ces dispositions. Ces activités devinrent visibles à tout le monde, quand les Américains transformèrent, lors de la guerre en Afghanistan, l'aé-

roport de Leipzig en plaque tournante pour l'engagement des troupes américaines dans ce pays.

Aujourd'hui, les colonnes des forces armées, majoritairement américaines, se dirigent en direction de l'Est vers les centres d'entraînement militaire des Länder orientaux, comme s'il n'avait pas suffisamment d'espace d'entraînement à Grafenwöhr et ailleurs, permettant le déroulement des jeux de guerre musclés des Etats-Unis. Le «Traité de Moscou» fixant une politique contractuelle avec la Russie doit être affaibli autant que possible pour ensuite le convertir en son contraire.

## A 150 kilomètres de Saint-Petersbourg – Leningrad réapparaît dans le viseur

Saint-Petersbourg observe l'Europe. Ce regard sur l'Occident est actuellement peu réconfortant. Des blindés américains sont placés quasiment devant les portes de la seconde ville russe, tout comme les missiles soviétiques dirigés sur New York, il y a quelques dizaines d'années. Ainsi, les anciens accords entre l'OTAN et la Fédération de Russie concernant le non-stationnement de troupes occidentales dans la région importent peu.

Les Etats-Unis ont tout fait pour faire escalader la situation en Europe. Pourquoi Moscou n'interpréterait-elle les signaux émis par l'Occident depuis 1992 à sa manière?

Aujourd'hui, en Allemagne, on peut bel et bien constater que les Etats-Unis ont profité des 25 années écoulées à recréer les fossés qui divisaient l'Europe et à construire de nouveaux murs. Le Traité de l'OTAN, prévoyant à l'origine de relier les deux côtes atlantiques, a été détourné de son but original par les Etats-Unis, sans consentement des peuples des Etats contractuels de cette alliance. N'oublions pas que l'intégration militaire des nombreux autres pays, fut réalisée plus de 50 ans après la fondation de l'OTAN.

Tous les membres, y compris les Allemands, ont consenti à l'OTAN en tant qu'alliance défensive. Ce fait fut confirmé

explicitement par le Tribunal constitutionnel fédéral dans son fameux «jugement Tornado» de 2007. La transformation de l'OTAN en une alliance militaire globale à caractère offensive n'est nullement justifiée par la volonté du peuple allemand et le Bundestag n'y a jamais consenti.

Il est important que le gouvernement fédéral et le Procureur général dénoncent les infractions quotidiennes ayant lieu sur les routes allemandes. Mais il serait préférable d'intervenir de manière conséquente et impartiale. Cependant, il serait préférable de respecter – dans le contexte des guerres de l'OTAN – le droit international et la Constitution allemande et de renoncer à toute participation à des interventions américaines en violation du droit international.

Cette politique nous rappelle les terribles images de la Seconde Guerre mondiale. Est-ce réellement notre politique face à un voisin auquel nous devons, plus qu'à beaucoup d'autres, la réunification allemande? Un voisin, qui depuis la fin de la guerre froide, a toujours misé, de manière évidente, sur le droit international, le règlement pacifique des conflits et la paix? Tout au contraire des Etats-Unis – dont nous sommes de plus en plus dépendants – qui excellent à notre immense horreur dans la destruction du droit international dans la fomentation de nouvelles guerres.

Le comportement des Etats-Unis face aux alliés de l'OTAN et à la Fédération de Russie rappelle, malheureusement, l'ancien dicton romain sur Carthage.<sup>1</sup> En mai 2000, lors de la Conférence de Bratislava, les Etats-Unis ont clarifié leur vue des choses. Selon eux, il est question de détruire Moscou parce que Moscou existe. L'humanité a vraiment fait des progrès...

(Traduction *Horizons et débats*)

<sup>1</sup> On attribue au sénateur romain Cato Censorius (234–149 av. J.-C.) la phrase «Ceterum censeo Carthaginem esse delendam» (Quant au reste, je suis toujours d'avis qu'il faut détruire Carthage), ndlr.

# Guerre d'agression de l'OTAN – 17 ans en arrière

## Forum de discussion à la mémoire des victimes

Belgrade Forum for a World of Equals

Le 23 mars 2016, s'est déroulé à Belgrade le forum de discussion à la mémoire des victimes de la guerre d'agression de l'OTAN contre la Serbie (resp. de la République fédérale de Yougoslavie) déclenchée ce même jour il y a 17 ans. Le forum de discussion a été organisé par le *Belgrade Forum for a World of Equals*, l'association des généraux et amiraux serbes, de SUBNOR en Serbie (association des anciens combattants) et de l'association serbe des hôtes. Le forum de discussion a été suivi par des représentants des étudiants et de la diaspora serbe, l'ambassadeur de Bélarus *Vladimir Chushev* et par des diplomates des ambassades de la Fédération de Russie, de la République populaire de Chine, de la République d'Angola, de la Suisse et d'autres pays amis.

Au début, les participants ont commémoré les 1008 victimes de la défense – soldats et policiers – et les 2500 civils tués, dont 80 enfants âgés de quelques mois jusqu'à l'adolescence.

Les participants ont été accueillis par les invités d'honneur, M. *Maksim Misko*, président de la Fondation de la paix de Bélarus et M. *Zahari Zahariev*, président de la Fondation «Slavyani» de Bulgarie.

Placé sous le thème, «Never to Forget» [N'oublions jamais], il y a eu des exposés sur les conséquences de la guerre d'agression de l'OTAN et la mondialisation de l'interventionnisme par M. *Živadin Jovanovic*, président du «Belgrade Forum», par le général E.R. M. *Radovan Radinovic*, par le diplomate M. *Stanislav Stojanovic*, par le général E.R. M. *Lukas Kastratovic* et par l'historien M. *Aleksandar Rastovic*.

## Tournant dans les relations internationales

Dans leurs messages clés, les intervenants ont souligné le fait que la guerre d'agression de l'OTAN avait marqué un tournant dans



Le 30 mai 1999, le pont de Varvarin fut entièrement détruit dès la première approche de deux chasseurs-bombardiers F-16 de l'OTAN. La deuxième approche coûta la vie à 10 personnes et blessa grièvement 27 autres victimes. (photo mad)

les relations internationales. Depuis lors, la transition vers un interventionnisme militaire des Etats-Unis et de l'OTAN a fait un pas crucial vers la mise en œuvre de la stratégie d'élargissement de l'OTAN vers l'Est allant actuellement jusqu'à la frontière russe. Cela comprenait autant la militarisation de l'Europe que la remise en cause, au niveau international, du système de l'ONU et de l'ordre juridique établi à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Leur intention était de créer le chaos pour mieux pouvoir assouvir leurs intérêts économiques et géopolitiques égoïstes. La conclusion était que l'ère de la domination de l'ordre mondial unipolaire était terminée, que les relations internationales étaient entrées dans une phase de sérieux changements et qu'un grand conflit ne pouvait être évité que si la Russie et la Chine étaient reconnues en tant que partenaires sur un pied d'égalité et acceptées éga-

lement comme des facteurs indispensables pour la résolution de tous les problèmes internationaux sérieux.

Il a été noté que le terrorisme international du Proche-Orient, d'Asie centrale et d'Afrique du Nord s'étendait rapidement, inondant l'Europe et très probablement aussi d'autres pays et d'autres continents. Pour stopper cette tendance, il est urgent que l'Occident et notamment les Etats-Unis abandonnent leur politique de «deux poids, deux mesures» et de renoncer à leur hiérarchisation des organisations terroristes en «combattants pour la liberté» ou «terroristes», ou bien «modérés» ou «extrémistes».

Les années 1990 ont été caractérisées par l'absence de la volonté politique de se tenir aux décisions du Conseil de sécurité de l'ONU et d'abandonner le financement, l'entraînement et l'armement de l'UCK terroriste au Kosovo et Métochie. Personne

ne se soucia de comprendre que l'Occident (OTAN) soutenait la sécession d'une partie du territoire serbe et, que cela créerait une base pour le terrorisme et le crime organisé visant l'Europe centrale et occidentale. Maintenant, il est grand temps que l'Occident comprenne qu'il a été trompé par des intérêts égoïstes, des objectifs géopolitiques irréalistes, par la russophobie et la serbophobie.

Certaines interventions ont mis en garde sur le fait que le terrorisme à l'encontre de l'Occident augmenterait rapidement, si les voies de financement, l'entraînement et l'armement de l'EI ne prenaient pas immédiatement fin, bien que cela soit dépendant essentiellement de l'agenda politique de la plus grande puissance occidentale.

## Appel en faveur d'une conférence mondiale de l'ONU sur le terrorisme

Lors de cette réunion, il a été proposé d'exiger de toute urgence une conférence mondiale sur le terrorisme sous le patronage des Nations Unies, pouvant donner le feu vert à l'élaboration d'un accord international sur la lutte contre le terrorisme.

Les participants de ce forum de discussion ont unanimement condamné les attentats terroristes en France et en Belgique et ont exprimé leur profonde sympathie pour les familles des victimes innocentes de ces attaques.

A la fin de cette journée, environ 200 représentants des organisations indépendantes hors-partis ont soutenu l'initiative de demander au gouvernement de la République de Serbie de célébrer à l'avenir tous les 24 mars un jour de commémoration en mettant les drapeaux nationaux en berne dans toutes les institutions officielles afin de rendre hommage aux victimes de la guerre d'agression de l'OTAN.

(Traduction *Horizons et débats*)

## Deux genres de politique

par Karl Müller

Deux événements récents montrent que la politique n'est pas «sans alternatives», mais qu'au contraire, il est possible de trouver de bonnes et sérieuses alternatives.

L'un des genres de politique est illustré par la manière de laquelle les dits «Panama Papers» sont traités par la politique et les médias. En effet, il y a dans le monde quantité de personnes prêtes à parcourir des méandres pour priver les Etats de leurs ressources fiscales, blanchir de l'argent sale ou entreprendre toutes autres activités délicieuses. C'est pourquoi il est important, dans le cadre de notre Etat de droit, de pouvoir déceler les données concernant les sociétés boîte aux lettres.

### Faire avancer la nouvelle guerre froide ...

On est cependant frappé par la première présentation de cette affaire dans les journaux allemands. Sur la Une, puis sur deux pleines pages, on a insinué, à l'aide de photos et de gros titres, qu'au centre de ces agissements criminels se trouvait le président de la Fédération de Russie Vladimir Poutine. Cela correspond également à la couverture du livre publié en même temps par les rédacteurs de journaux ayant travaillé sur cette affaire. Les quotidiens anglais ont également présenté à leurs lecteurs l'«actualité» de la même manière.

D'autres personnes, l'ont également réalisé, à l'instar de l'ancien ambassadeur anglais en Ouzbékistan et anticonformiste Craig Murray. Dans une prise de position publiée en traduction sur «Nachdenkseiten» [www.nachdenkseiten.de](http://www.nachdenkseiten.de) il déclare :

«Malheureusement le lanceur d'alerte, à qui nous devons ces révélations, [...] a commis la grave erreur de s'adresser aux médias occidentaux pour la diffusion de ces données. C'est pourquoi la première «grande révélation» parue aujourd'hui dans le «Guardian» à propos des «Panama Papers» a surtout mis l'accent sur Vladimir Poutine et un prétendu joueur de violoncelle corrompu». Craig Murray se demande pourquoi «on s'en prend pareillement à la Russie». «Les fortunes russes ne sont qu'une petite partie de l'argent caché grâce à Mossack Fonseca. Il semble bien que c'est ce type d'information sélective qui pue.»

### Courrier des lecteurs

#### Une tranchée entre la Chine et l'Europe

Dans son édition du 4 avril 2016, *Horizons et débats* a présenté à ses lecteurs deux contributions contenant des analyses approfondies. Elles contribuent de manière judicieuse à mettre un peu d'ordre dans certains a priori concernant la guerre en Syrie. En observant la situation générale sur notre planète, il faudrait y rajouter un article écrit du point de vue d'un commentateur chinois. Sur la scène mondiale, la Chine est un acteur qu'on ne peut se permettre de mettre à l'écart en avançant des arguments de façade, ridicules, dans le domaine écologique ou en se bornant à des accusations concernant son manque du respect des droits humains.

*Horizons et débats* a présenté récemment un article de fond sur la coopération entre la Russie et la Chine. La Chine soutient les pays africains en voie de développement par la construction de projets d'infrastructures. Elle fait du commerce avec l'Europe, sur la base d'une coopération équilibrée. La Chine était (pour ces raisons?) un des facteurs déclencheurs pour la guerre en Syrie: il fallait creuser une tranchée entre la Chine et l'Europe. Aux yeux des va-t-en-guerre, il fallait empêcher que cette grande puissance prenne encore plus nettement pied dans le monde. Mais les temps changent. Quiconque ne coopère pas équitablement avec la Chine, à tous les niveaux, ne reconnaît pas les signes des temps – même une guerre contre la Chine, par exemple dans l'océan Pacifique, causerait la perte de ces acteurs aveugles. Aujourd'hui, ils ont encore le choix.

Barbara Hug, docteur ès lettres

Toutefois, Craig Murray n'est pas surpris par cette mise en accusation: «L'étude et la publication des données est entreprise par l'«International Consortium for Investigative Journalism» (ICIJ) [Consortium international pour le journalisme d'investigation], un groupe au nom pompeux et ridicule. Le ICIJ émane et demeure financé par le «Center for Public Integrity» (CPI) [Centre pour l'intégrité publique] basé à Washington aux Etats-Unis. Parmi les soutiens et les financiers on trouve, entre autres, la Ford Foundation, le Carnegie Endowment, le Rockefeller Family Fund, la W.K. Kellogg Foundation, l'Open Society Foundation (George Soros).

On ne peut donc guère compter sur une mise à jour impitoyable du capitalisme occidental. On continuera d'occulter les sales affaires des entreprises occidentales. Il faut plutôt s'attendre à des tirs nourris envers la Russie, l'Iran et la Syrie et quelques pétards mouillés envers certains petits pays occidentaux, telle l'Islande.»

Il est bien certain que de tels comportements n'aideront pas à améliorer les relations de l'Occident avec la Russie. Est-ce vraiment exagéré de prétendre que de telles manœuvres font partie d'une tentative de nouvelle guerre froide? Et qu'il ne s'agit donc ni de vérité ni de justice, mais de gagner une lutte pour le pouvoir?

### ... ou rechercher

#### des opportunités pour coopérer?

Les populations du Proche-Orient savent de leur propre expérience comment une guerre froide peut aboutir rapidement en «guerre chaude». L'article de Seyed Hossein Mousavian est d'autant plus précieux car il montre qu'il existe aussi un autre genre de politique. Ce diplomate a été ambassadeur iranien à Bonn de 1990 à 1997, puis porte-parole de la délégation iranienne lors des négociations sur le nucléaire de 2003 à 2005. Depuis 2009, il est maître de conférences à l'Université de Princeton. Dans une tribune à la «Frankfurter Allgemeine Zeitung» du 4 avril 2016, il a présenté ses propositions pour la pacification du Proche-Orient et une concentration des forces pour combattre le terrorisme. Les trois phrases d'introduction sont déjà tout un programme: «Une idéologie de la terreur se répand au Proche- et au Moyen-Orient. La région risque un effondrement total. Seule la coopération peut les sauver.» Par la suite, cet ancien politicien iranien se penche sur un des problèmes fondamentaux de la région, «le conflit entre l'Arabie saoudite, puissance régionale sunnite, et l'Iran, puissance régionale chiite, liées dans un mélange de confessionnalisme et de guerre civile».

En tant que solution, il ne propose pas la lutte pour la victoire entre ces deux puissances, mais l'exigence de «créer un mécanisme de coopération régionale rétablissant la sécurité dans la région». Concrètement, il propose qu'«il faut créer dans la région du golfe Persique un système de sécurité régionale fondé sur les modèles de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et de l'intégration de l'Europe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.»

### De bonnes relations de voisinage

Jusqu'en 2005, il existait un accord sécuritaire entre l'Arabie saoudite et l'Iran. Voilà ce qu'il faudrait remettre en vigueur: «Cet accord a démontré qu'il était possible d'avoir de bonnes relations de voisinage entre l'Arabie saoudite et l'Iran.» Seyed Hossein Mousavian avait lui-même participé aux négociations pour un rapprochement entre Téhéran et Ryad, de même qu'à la mise en œuvre de l'accord sécuritaire et il décrit ses expériences d'alors: «En été 1996, le président d'Etat iranien d'alors, Hachemi Rafsandjani m'avait ordonné de mener des pourparlers avec le gouvernement saoudien. J'ai négocié avec le prince héritier de l'époque Abdallah à Casablanca et à Djida. Au cours d'une discussion ouverte, franche et sérieuse nous avons traité de tous les thèmes pouvant nous séparer. Personne de nous deux ne voulait se disputer, chacun souhaitait trouver des solutions. Nous nous sommes mis d'accord sur un certain nombre de points concernant la coopération dans les domaines de la politique, de la sécurité et de l'économie.»

Et voilà le résultat: «Le roi Fahd accepta cet accord et à Téhéran le chef de la révolution Ali Chamenei et le président Rafsandjani firent de même. L'accord sécuritaire fut signé par Hassan Rohani, alors secrétaire général du Conseil national de sécurité et par Nayef Bin Abdal-aziz Al Saud, ministre saoudien de l'Intérieur. On installa sans attendre un comité de sécurité commun pour la mise en vigueur de l'accord. Cela eut pour conséquence que l'Arabie saoudite et l'Iran développèrent d'excellentes relations de 1996 à 2005. Là, intervint l'élection de Mahmoud Ahmadinejad comme président, ce qui interrompit cette ère des bonnes relations bilatérales depuis la révolution iranienne de 1979. Elles étaient parfois même meilleures que du temps du schah.»

Cela suffit à Seyed Hossein Mousavian pour exiger que «plus d'une décennie plus tard, nous devrions remettre cette collaboration sur le métier. En Iran, les conditions sont avantageuses. Comme en 1996, Khamenei et Rohani, le président actuel, dirigent l'Iran. En Arabie saoudite, il faut revenir à

une atmosphère semblable que du temps du prince héritier Abdallah. Il avait mené les négociations de façon souple, il suivait certains principes sans s'orienter sur des positions maximalistes.»

Seyed Hossein Mousavian termine sa contribution en affirmant que les deux pays, tant l'Iran que l'Arabie saoudite, tireraient avantage d'un tel accord, car les deux pays ont un intérêt particulier à stabiliser la région: «La stabilité et l'intégrité territoriale de l'Arabie saoudite et des autres pays arabes voisins de l'Iran sur le golfe Persique représentent une contribution indispensable pour la sécurité et la stabilité de l'Iran. C'est pourquoi l'Arabie saoudite devrait s'intéresser à une coopération avec l'Iran. Il est temps de mettre en route, entre Riad et Téhéran, une structure de sécurité régionale autour du golfe Persique. Puis, il faudra se concentrer sur les questions d'intérêts communs et sauver le Proche- et le Moyen-Orient de l'effondrement total. La voie future doit se fonder sur la coopération et non pas sur l'affrontement.»

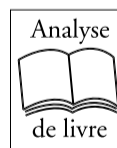
### L'Europe n'a aucun intérêt à lancer une nouvelle guerre froide

La situation en Europe est-elle si différente? Qui a un intérêt à une nouvelle guerre froide sur le continent eurasiatique – notamment si l'on réfléchit aux alternatives: des relations de bon voisinage entre tous les Etats d'Europe, y compris la Russie, une situation gagnant-gagnant pour tout le monde dans les relations commerciales, les immenses avantages créés par la réalisation du projet de la «nouvelle route de la soie». Et surtout: plus de risques de guerre – le cauchemar de millions de personnes en Occident comme en Europe orientale prendrait fin.

Le 6 avril, 62% des Néerlandais se sont opposés à l'Accord d'association de l'UE avec l'Ukraine. Les raisons de cette décision populaire sont multiples. L'une d'elles est le désir d'empêcher tout affrontement entre l'Est et l'Ouest. Tant que la politique de nos pays suit une autre voie, elle va à l'encontre de la volonté populaire mais aussi des intérêts de l'Europe. La contribution de l'Iran montre quelle est l'alternative. Cela correspondrait à la volonté des populations – partout dans le monde. La remarque du ministre des Affaires étrangères du Luxembourg Jean Asselborn cependant – émise lors de la récente votation aux Pays-Bas –, que les votations populaires ne sont «pas un instrument opportun dans une démocratie parlementaire, pour répondre à des questions complexes.» est suffisamment révélatrice sans commentaire. («Hannoversche Allgemeine Zeitung» du 9/4/16).

## Les laboratoires d'idées – le pouvoir invisible

### William F. Engdahl: des structures autocratiques menacent les démocraties



rt. L'ouvrage de William F. Engdahl, intitulé «Les laboratoires d'idées. Comment un pouvoir invisible manipule la politique et les médias traditionnels», donne une vue d'ensemble com-

plète des réseaux internationaux et de leurs «think tanks». Engdahl est un spécialiste reconnu dans le domaine des analyses géopolitiques. Il fait son travail indépendamment du politiquement correct et aborde régulièrement des sujets controversés, tels le génie génétique ou la politique monétaire.

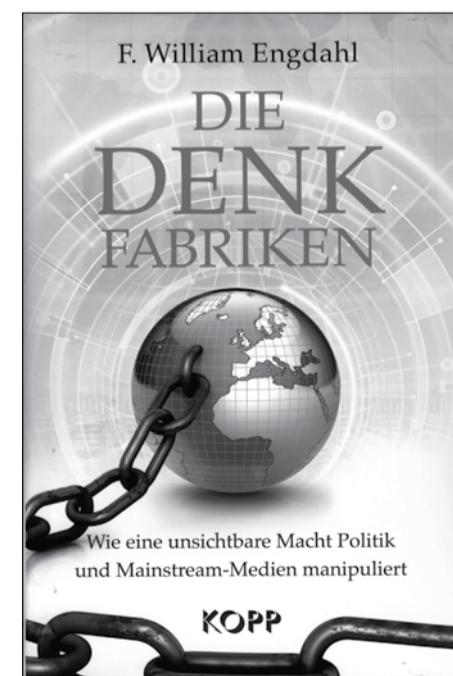
Engdahl analyse de manière historique et systématique les divers laboratoires d'idées et les acteurs correspondants influençant depuis des décennies les décisions concernant la guerre et la paix. Au cours des 20 dernières années, les publications et les documents concernant ces mécanismes et regroupements, à l'aide desquels des décisions politiques importantes pour le monde entier sont prises par une petite élite – en dehors de toute légitimité démocratique –, sont si nombreux et si convaincants que cela a abouti à un débat public assez large. Les réunions, notamment des «Bilderberger», de la «Commission tri-

latérale», ou de l'«Atlantikbrücke» sont bien documentées et leurs répercussions évaluées de manière critique. Cela permet aujourd'hui à William F. Engdahl de présenter de manière objective les faits et l'évolution historique de ces associations et fondations créées par les élites anglo-saxonnes.

Dans sa publication, il présente également des fondations qui prétendent s'engager pour la protection de l'environnement mais poursuivant cependant des objectifs purement politiques (cf. Aspen Institute). Engdahl présente leurs sponsors, tel que notamment les European Council on Foreign Relations, Chatham House, Center for a New American Security, German Marshall Fund, Atlantic Council, PNAC, RAND-Cooperation. Il parle également du rôle et des réseaux de divers acteurs individuels tels George Soros, David Rockefeller, Zbigniew Brzezinski et aussi de politiciens européens.

C'est grâce à de telles informations soigneusement recherchées que les populations peuvent et doivent exiger davantage de transparence et de démocratisation dans ces domaines. Il n'est plus tolérable que de petits cercles secrets puissent décider de la marche du monde et exposer notre planète à

d'énormes risques de guerre et de destruction.



Engdahl, William. *Die Denkfabriken. Wie unsichtbare Macht Politik und Mainstream-Medien manipuliert*. Kopp-Verlag, Rottenburg 2015. ISBN 978-3-86445-216-1

# Armée suisse – halte stop et retour au mandat constitutionnel!

par Marianne Wüthrich, docteur en droit

Au cours de la session de printemps, le Parlement a pris deux décisions de politique militaire nécessitant une rapide amélioration. D'une part, le Conseil national a rejeté le 10 mars, sans discussion (!), la motion de l'UDC «Sortir du programme de l'OTAN Partenariat pour la paix (PpP)».<sup>1</sup> D'autre part, le dit «Développement de l'armée (DEVA)» a été, après de longs débats, très clairement accepté lors du vote final du 18 mars.<sup>2</sup>

Après ces décisions, il est urgent de se remémorer les pierres angulaires de la politique de sécurité suisse: la neutralité armée perpétuelle et le mandat constitutionnel de l'armée d'assurer la défense du pays et de sa population (Art. 58 al. 2 de la Constitution fédérale). En ce qui concerne la problématique de la participation suisse au PpP, le conseiller national Adrian Amstutz prend clairement position dans l'interview ci-dessous. Contre le DEVA, un comité de citoyens proche du «groupe Giardino» a saisi le référendum; l'échéance du délai référendaire est le 7 juillet.

## Qu'est-ce que la Suisse a à faire dans le programme de l'OTAN dit «Partenariat pour la paix»?

Derrière le dos du souverain – c'est-à-dire sans soumettre la décision au référendum! – le Conseil fédéral a adhéré en 1996 au PpP, donc à une organisation créée par l'OTAN qui regroupe sous son commandement les pays n'en faisant pas partie.

La justification du Conseil fédéral est la suivante: «L'objectif du PpP est de renforcer la paix, la démocratie et la sécurité en Europe et de chercher en commun des réponses aux menaces actuelles. La collaboration a pour but d'instaurer la confiance et la transparence dans le domaine sensible de la politique de sécurité et de défense.»<sup>3</sup> [mise en relief par l'auteur]

La Suisse neutre doit donc avec les forces armées de l'OTAN – sous la commande des Etats-Unis ou de l'Allemagne ou de quelque autre puissance étrangère – «chercher en commun des réponses aux menaces actuelles»? Cela est incroyable, Mesdames et Messieurs les Conseillers fédéraux! La

motion 14.3746 s'oppose clairement à de telles exigences: «[...] le PpP est une structure créée par l'OTAN dont le but est d'intensifier la coopération dans le domaine de la politique de sécurité et la coopération militaire. Selon le Conseil fédéral, la participation de la Suisse au PpP est compatible avec la neutralité dans la mesure où, en cas de conflit, la Suisse n'a pas, selon lui, l'obligation de fournir un soutien militaire aux Etats membres de l'OTAN. Compte tenu de l'évolution de la politique de l'OTAN, cependant, il apparaît toujours plus clairement que la participation de la Suisse au PpP nuit considérablement à la crédibilité de notre politique de neutralité.»

Afin d'obtenir une image plus claire des activités suisses dans le cadre du PpP, il vaut la peine de jeter un coup d'œil sur le «Programme d'exercices 2016 pour la collaboration en matière d'instruction militaire»: «Le programme d'exercices comprend la participation des Forces aériennes aux exercices multinationaux Tiger Meet, Jawtex, Nightway et Tactical Leadership Programme ainsi qu'à

un cours de transition pour pilotes de PC 21. S'y ajoute l'appui aux autorités civiles en Autriche, des exercices hivernaux et des exercices en montagne aux Etats-Unis et en Suède, plusieurs cours de brève durée pour les tireurs, les patrouilleurs et les explorateurs avec des militaires d'Etats voisins ainsi que des cours pour forces spéciales suivis en commun avec certains partenaires étrangers complètent les activités prévues dans ce domaine. Les exercices impliquant la participation de la Suisse se déroulent dans les Etats nordiques, en Allemagne, en Lituanie, en Autriche, en Espagne, aux Etats-Unis et dans notre pays.» (Communiqué du Conseil fédéral du 17 février 2016, extrait)

Le conseiller national Adrian Amstutz se prononce à ce sujet dans l'interview ci-dessous.

<sup>1</sup> Motion 14.3746

<sup>2</sup> Conseil national: 143 oui, 13 non et 39 abstentions; Conseil des Etats: vote unanime

<sup>3</sup> www.pfp.admin.ch/fr/ueber-uns.html

## «La Suisse fait quasiment partie des grandes manœuvres de l'OTAN»

Interview du conseiller national Adrian Amstutz, membre de la Commission de la politique de sécurité du Conseil national (CPS-N) et président du groupe UDC



Adrian Amstutz  
(photo mad)

Horizons et débats: Le 17 février, le Conseil fédéral a approuvé le «Programme d'exercices 2016 pour la collaboration en matière d'instruction militaire». Cela signifie-t-il que la Suisse est engagée, outre dans les dites missions de paix (telle Swisscoy au Kosovo), dans d'autres programmes de l'OTAN?

Adrian Amstutz: Oui, les liens avec l'OTAN, par le Partenariat pour la Paix (PpP), comportent outre la participation à des missions de maintien et de promotion de la paix également la participation à des exercices de troupes communs. Chaque Etat participant au PpP, peut déterminer lui-même l'ampleur de la coopération. Lors d'exercices communs, il n'est officiellement pas question d'«intégration dans d'autres programmes de l'OTAN», mais pour ce qui est du résultat, je vous donne raison. Vu la régularité avec laquelle la Suisse participe à de tels exercices, elle fait quasiment partie de ces grandes manœuvres de l'OTAN. L'année dernière les forces aériennes suisses ont déjà participé à des entraînements dans

le grand nord. Dans le cadre de l'exercice «Arctic Challenge Exercise 2015», la Suisse a participé à Pentecôte 2015 à de grandes manœuvres de troupes occidentales au-dessus de la Scandinavie. Pour l'UDC, cela ne peut être justifié du point de vue de la politique de neutralité. Lors du meeting aérien

Air-14 à Payerne, le DDPS a d'abord retiré son invitation à la Russie, pour ensuite participer à un exercice de l'OTAN, représentant une démonstration de pouvoir non officielle envers la Russie. Du point de vue de l'UDC, notre armée n'a pas à prendre part à de tels exercices.

L'armée suisse prévoit participer à Jawtex (cf. encadré), un des exercices multinationaux. A quel point l'affirmation du Conseil fédéral est-elle crédible que la Suisse est toujours ressentie comme neutre de l'extérieur?

Déjà en 2014, la Suisse a – avec d'autres nations – participé à de grandes manœuvres de la Bundeswehr [cela concerne Jawtex]. Cette année, le prochain exercice est prévu. Selon un message du DDPS, l'armée suisse va participer à nouveau à ces manœuvres. Pour l'UDC, la mission et le cadre dans lesquels cela aura lieu, n'est guère important. Ce qui est décisif, c'est qu'il n'existe aucune raison militaire ou de formation, pour participer à cet exercice. Du point de vue de l'UDC, l'armée suisse ne peut se rendre à l'étranger que pour tester son propre matériel, quand cela n'est pas possible en Suisse pour des raisons géographiques ou à cause de la protection contre le bruit ou la protection de l'environnement. Selon la Constitution fédérale «l'armée contribue à prévenir la guerre et à maintenir la paix; elle assure la défense du pays et de sa population.» (Art. 58, al. 1 Cst.). En prenant en compte l'exercice 2014, il est clair que ces manœuvres mentionnées, dirigées par la Bundeswehr, ne poursuivent assurément pas l'objectif du maintien de la paix.

Est-il prévu d'entreprendre quelque chose là-contre?

Au cours de la session d'été, j'interpellerai le Conseil fédéral et demanderai des explications détaillées.

Monsieur le Conseiller national, nous vous remercions de cette interview.

(Interview réalisée par Marianne Wüthrich)

## Jawtex: manœuvres de guerre de l'OTAN – l'armée suisse sous commandement allemand

mw. L'un des projets du «Programme d'exercices 2016 pour la collaboration en matière d'instruction militaire» du Conseil fédéral est Jawtex (Joint Air Warfare Tactical Exercise), exercice auquel les troupes suisses ont déjà participé il y a deux ans. Le conseiller national Adrian Amstutz s'exprime clairement dans l'interview: du point de vue «de la politique de neutralité» la participation de la Suisse à de tels grands manœuvres de l'OTAN «n'est pas acceptable». Car Jawtex 2014 – et l'on peut penser aussi Jawtex 2016 – ce sont des manœuvres de guerre se déroulant en Allemagne du Nord et de l'Est et visant l'Est: «L'exercice se déroule pratiquement dans tout le Nord et le Nord-Est de la République fédérale d'Allemagne. [...] L'armée de l'air participe de sa base de Cologne avec un A-310 ravitailleur, l'OTAN met à disposition le système de surveillance AWACS basé à Geilenkirchen qui opérera au cours de cet exercice depuis Oerland (Norvège).» Voilà ce qu'on peut lire sur la page d'accueil de la Bundeswehr. (www.luftwaffe.de)

Pour notre grand voisin au Nord, Jawtex est également une entreprise de

grande envergure. «C'est l'exercice central de la Bundeswehr pour l'année 2014: Jawtex 2014 [...] est un exercice d'un ordre de grandeur comme on n'en fait que rarement en Allemagne [...]: environ 4500 participants, dont plus de 800 de onze nations partenaires. Outre l'Allemagne y participent les Pays-Bas, l'Italie, la France, la Finlande, la Slovaquie, la Grèce, l'Autriche, la Suisse, la Turquie, l'Hongrie et les Etats-Unis. La préparation, la réalisation et l'évaluation de ces manœuvres sont dans la responsabilité du centre d'opération aérien de Kalkar, qui met à disposition outre l'Exercice Director (chef de l'exercice) la majorité de l'état-major de planification.» (www.luftwaffe.de)

Et c'est à de tels jeux de guerre de l'OTAN, sous commandement de l'«Exercice Director» allemand, que la Suisse neutre devrait participer une seconde fois? Le conseiller national Adrian Amstutz demandera, lors de la session d'été (Jawtex 2016 aura lieu en juin 2016), des explications au Conseil fédéral – mais là, nous ne nous contenterons pas de généralités rassurantes.

«Lors du meeting aérien Air-14 à Payerne, le DDPS a d'abord retiré son invitation à la Russie, pour ensuite participer à un exercice de l'OTAN, représentant une démonstration de pouvoir non officielle envers la Russie.»

Conseiller national Adrian Amstutz

## Réflexions concernant l'Armée suisse du point de vue du droit public

mw. Selon la Constitution fédérale (Art. 58 Cst.), mais également du point de vue de son devoir de neutralité, la Suisse doit maintenir une armée capable d'assurer la défense du pays et de sa population contre n'importe quel type d'attaques. Selon l'avis des experts, ce n'est pas le cas aujourd'hui.

«La neutralité est largement approuvée par le peuple. Au cours des siècles, elle a contribué de manière essentielle au maintien de la cohésion de la Confédération. La neutralité fait partie de la tradition, de l'histoire et de l'identité de notre pays et de ses citoyennes et citoyens.» («La neutralité de la Suisse», brochure du DDPS, en collaboration avec le DFAE, 4<sup>e</sup> édition)

Le Groupe Giardino s'exprime de la manière suivante: «Actuellement – 70 ans après le dramatique été 1940 – l'Armée se retrouve à nouveau dans une situation dangereuse. Les analogies avec le moment de l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale sont effrayantes. En effet, l'état de notre armée est actuellement pire qu'au début de la Seconde Guerre mondiale. A cette époque, chaque formation avait encore au moins l'équipement de base nécessaire (exception faite des Forces aériennes) et il était au moins possible de mobiliser l'Armée.» (groupe.giardiono.ch, situation initiale) Vous rappelez-vous de la destruction volontaire des 365 véhicules blindés pour lesquels, selon les experts, une révision aurait suffi pour pouvoir continuer à les utiliser?<sup>1</sup>

L'évidence pour tout citoyen faisant preuve de lucidité est celle-ci: la Suisse a besoin d'une armée opérationnelle. Pourquoi les 5 milliards de francs suisses par année ne suffiraient-ils pas pour équiper 200 000 ou 400 000 soldats? Il est vrai que le vaste programme d'exercices de guerre à l'étranger dans le cadre du Partenariat pour la paix (PPP) et le service long au Kosovo et ailleurs coûtent beaucoup plus que les deux ou trois semaines de cours de répétition (CR) en Suisse. Alors que l'armée doit faire des économies au sein du pays, on augmente les dépenses à l'étranger: «Les ressources pour la promotion de la paix à l'étranger doivent, comme cela figure dans le rapport sur l'armée, être augmentées. C'est pourquoi le Conseil fédéral souhaite renforcer ces troupes. La possibilité d'améliorer leur

mobilité grâce à des moyens de transport aérien est par ailleurs en cours d'étude. Une intensification de la coopération internationale non seulement dans le cadre de la promotion de la paix mais aussi de l'instruction et de l'armement doit être examinée.»<sup>2</sup>

Le peuple voulait les missions à l'étranger, dit-on à la Berne fédérale. Mais pas au détriment de la défense nationale! Le 18 mai 2003, le peuple suisse a bien accepté le complément suivant aux tâches de l'armée: «Elle [l'Armée] contribue à la promotion de la paix sur le plan international.» (Loi sur l'armée, art. 1, al. 4) De nombreux citoyens ont accepté cet amendement pour réaffirmer l'engagement librement choisi de

# Il est urgent de trouver une alternative crédible à l'UE

par Dieter Sprock

Indépendamment de ce qu'on pense du vote aux Pays-Bas sur l'Accord d'association entre l'UE et l'Ukraine, le résultat est clair: ce fut un vote de défiance envers l'UE! Ainsi, la population néerlandaise a profité, après le Non au Traité instituant une Constitution européenne de 2005, de sa deuxième opportunité de s'exprimer sur un projet et de manifester son mécontentement face à la politique de l'UE.

Rappel: en 2005, près de 62% des Néerlandais ont rejeté le Traité constitutionnel européen avec une participation de 63%, en France ils étaient à l'époque 56% à s'y opposer. Cette prétendue Constitution européenne, n'ayant jamais acquis force de loi suite à ces référendums à succès, a été rééditée sous le nom de Traité de Lisbonne en 2009.

Les voix critiques envers l'UE ne se limitent pas aux Pays-Bas et à la France. En

Grande-Bretagne, un vote sur la sortie de l'Angleterre de l'UE est imminent et l'issue est ouverte. Dans de nombreux pays européens, les partis eurosceptiques gagnent en popularité. Dans certains, ils forment même le gouvernement démocratiquement élu. Les pays du dit *Groupe de Visegrad* – comprenant la Pologne, la Hongrie, la République tchèque et la Slovaquie – résistent aux diktats de l'UE concernant la politique d'immigration.

Les dirigeants de l'UE et les partis établis se limitent jusqu'à présent à fixer des étiquettes négatives sur toute personne critique et promettent en guise de solution des problèmes une meilleure communication – donc davantage de propagande – au sein de l'UE. Mais, de tels actes de séduction n'ont plus guère d'impact sur les populations. Celles-ci ont perdu l'illusion d'un espoir d'une vie meilleure.

Même le quotidien de l'économie libérale «*Neue Zürcher Zeitung*» présente des titres tels «*Cultiver des tomates pour une bouchée de pain*» (15/10/15) ou «*Salaire de famine dans les fabriques d'habits d'Europe de l'Est*» (3/3/16) et décrit le travail et les conditions de vie misérables des moissonneurs en Italie, escroqués de leur salaire et harcelés au travail et cela pas seulement dans des cas individuels.

Lorsque des entreprises de mode européennes renommées se font produire leurs articles exclusifs et coûteux, à bas salaires en Bulgarie et en Roumanie – pays se situant loin au-dessous du seuil de pauvreté – et que ces sociétés font encore pression sur les gouvernements pour faire valoir leurs intérêts, alors, il ne s'agit pas de mieux expliquer l'UE à ces personnes, mais de transformer sérieusement le système produisant de tels abus.

L'échelle des salaires minimums varie dans l'UE de 1,06 euros à 11,12 euros. Le taux de chômage des jeunes varie «normalement» entre 15 et 25%, selon *Gyogy Dalos* dans la «*Neue Zürcher Zeitung*» du 29/2/16. Cependant, en Grèce, ce taux s'élève à 48,6%, en Espagne à 46% et en Croatie à 44%.

Si l'on ne parvient pas rapidement à offrir aux citoyens de ces pays une alternative crédible au système de l'UE, l'Europe va traverser une période difficile.

Le Conseil fédéral suisse et la majorité parlementaire doivent bien y réfléchir s'ils veulent continuer de se faire mettre sous pression par l'UE comme récemment, avant d'accepter l'élargissement de la libre circulation des personnes à la Croatie, afin que la Suisse puisse continuer à participer à des projets européens de recherche. Avec de telles courbettes, nos autorités ne pourront certainement pas compter sur le consentement du peuple. •

## La neutralité est un aspect essentiel de la Confédération

par Wolfgang von Wartburg

«La neutralité suisse n'est ni imposée de l'extérieur, ni un simple moyen pour assurer l'indépendance du pays. Elle est une expression, un aspect essentiel de la Confédération elle-même. Le devoir suprême de l'Etat est de garantir le droit et la paix. Tout ce qui sort de ce cadre est problématique. Si l'on respecte ce principe également à l'extérieur, il en résulte la nécessité de renoncer à toute politique de force et donc à toutes alliances poursuivant de tels objectifs.

La politique étrangère d'un Etat, ne voulant être expressément qu'un Etat de droit, doit être la neutralité. Cela n'exclut pas que l'Etat neutre entreprend tout ce qui est en son pouvoir pour maintenir et garantir la paix dans le

monde, aussi longtemps qu'il ne se perd pas dans le tourbillon de la politique de force. L'exemple principal pour la Suisse est l'hébergement du *Comité international de la Croix-Rouge* (CICR), dont les membres sont exclusivement suisses. De nombreux Suisses sont mandatés par l'ONU [...] pour entreprendre des actions de médiation difficiles, demandant une impartialité absolue. Seul un pays neutre peut représenter les droits de l'homme sans prendre en considération les rapports de force politique. La neutralité suisse est «perpétuelle» tout comme la Confédération elle-même. La prévisibilité de sa politique étrangère est la meilleure contribution de la Suisse à la paix générale. La neutralité est une alterna-

tive à la sécurité collective. Dans une organisation collective (ONU, UE, OTAN, Partenariat pour la paix), il ne se passe rien, car personne n'est responsable, ou alors, elle se transforme en outil du partenaire le plus puissant. L'adhésion à une organisation de sécurité collective ferait de la Suisse indéniablement un complice de la politique du pouvoir. Elle serait coresponsable de toute activité sans pouvoir changer quoi que ce soit aux rapports de force. La crédibilité de la neutralité serait donc éliminée.

Ce qui correspond à la Suisse, c'est la renonciation à toute politique du pouvoir et la limitation volontaire à une armée défensive qui, vu la «malice des temps» – à tout moment – est indispensable pour

l'indépendance du pays. Remarque complémentaire: actuellement on discute le projet de transformer l'armée suisse en une armée de métier.

Pour la Confédération suisse, il n'y a que l'armée du peuple, dans laquelle l'engagement est une obligation générale. Elle ne peut et ne doit être engagée qu'en cas de mise en danger du pays. Une armée de métier pourrait devenir un instrument du pouvoir du Conseil fédéral pouvant même aboutir en des aventures non désirées.»

(Traduction Horizons et débats)

Extrait tiré de: Wolfgang von Wartburg. *Die europäische Dimension der Schweiz. Zur Geschichte der Schweiz und ihrer Stellung in Europa*, 1996, p. 125s.

## Référendum – Non à la réduction de moitié de l'armée!

Lors de ses activités professionnelles dans le monde entier, l'auteur a très souvent été confronté à des personnes, non seulement cosmopolites, mais aussi de simples gens dans toutes les parties du monde, y compris en Chine, que la Suisse est le pays le plus paisible, mais aussi le plus vigilant du monde! Aujourd'hui le monde se moque du pays considéré «le plus riche du monde» qui rechigne à dépenser de l'argent pour sa sécurité. Le journal indien «*Business Standard*» du 21 février 2014, commença donc un assez long article sur notre armée par la phrase suivante: «Il est si facile de se moquer de la Suisse, qu'on pourrait presque qualifier cela d'antisportif».

Depuis le début de ce siècle, notre armée a été réduite à un tiers. Maintenant, on prévoit réduire ce tiers de moitié. D'importantes quantités d'armes opérationnelles et la plus

grande partie de nos installations militaires fortifiées et souterraines d'une valeur de plusieurs milliards de francs sont vendues, détruites ou abandonnées. L'armée n'est censée compter plus que 30 000 hommes dans

contraire. Pourquoi 300 000 soldats coréens et 17 000 soldats américains s'entraînent-ils en commun pendant plusieurs semaines? Pourquoi Singapour, avec un territoire comparable au canton de Glaris, maintient une

«La Constitution fédérale suisse a comme objectif fondamental des tâches de l'Etat la garantie de la sécurité des hommes et du territoire; la tâche suprême étant la prévention de la guerre!»

les troupes de combat (2 brigades mécanisées). Les autres 70 000 hommes sont disponibles pour être engagés lors de coulées de boue ou pour de simples tâches sécuritaires. Les troupes de montagne sont abandonnées.

On nous raconte que le temps des grandes formations de combat est terminé. Voici un petit choix d'exemples qui prouvent le

armée de 220 000 hommes (182 chars Léopards, 50% plus que la Suisse), des forces aériennes (131 avions de combat, 19 hélicoptères de combat), une flotte de 8 sous-marins et plus de 60 navires de guerre de petite ou moyenne taille? Pourquoi l'Arabie saoudite a-t-elle organisé des manœuvres durant plusieurs semaines avec plus de 150 000 hommes? Pourquoi la grande armée russe possède-t-elle entre autre plus de 2800 chars de combat et des milliers de véhicules blindés (chars de grenadiers, automoteurs d'artillerie), 4 divisions aéroportées (source: *strategische-studien.com*) et pourquoi y a-t-il presque constamment de grandes unités (jusqu'à 155 000 hommes) qui s'entraînent à réaliser des missions au pied levé en trois jours, souvent sur des distances de plus de 1000 kilomètres? Pourquoi la Finlande a-t-elle une armée de 400 000 soldats? Pourquoi le Vietnam a-t-il une armée de 500 000 hommes? Pourquoi la France a-t-elle mobilisé 100 000 hommes de l'armée et de la police suite aux attaques terroristes de Paris?

La Constitution fédérale suisse a comme objectif fondamental des tâches de l'Etat la garantie de la sécurité des hommes et du territoire; la tâche suprême étant la prévention de la guerre! Lors de la Seconde Guerre mondiale, toutes les forces mêlées aux combats en Europe occidentale – et ce qui n'est guère connu, également les Etats-Unis – ont examiné la possibilité d'une attaque contre la

Suisse. Grâce à la force de notre armée, tous y ont renoncé. Cette armée nous a épargné la guerre, malgré ses défauts reconnus.

Notre peuple, sait-il que nos supérieurs préparent l'abandon de la neutralité par la préparation subreptice de l'adhésion à l'OTAN? Sur invitation de la Suisse, une centaine d'officiers du commandement de l'OTAN, des 28 pays membres et de la Suisse en tant que membre au *Partenariat pour la Paix* et de la plateforme de l'interopérabilité de l'OTAN ont participé à une réunion à Zurich le 16/17 février 2016. Le 10 mars, le «*Basler Zeitung*» a rapporté sous le titre «La Suisse prépare la rupture de la neutralité». Il s'agit d'une nouvelle participation de troupes suisses à des manœuvres de 12 armées occidentales en Allemagne de l'Est ayant lieu du 8 au 24 juin. Notre peuple ne réalise-t-il pas la rapidité avec laquelle les tensions augmentent dans le monde et à quel point les Etats renforcent leurs efforts d'armement? Pour la première fois depuis presque 200 ans, nous serons impliqués dans des conflits militaires ou dans des collapsus à large échelle, chaotiques et accompagnés de violence – quasiment sans défense, suite à notre négligence. Est-ce vraiment ce que nous voulons?

Signez le référendum, afin que notre peuple ait le dernier mot concernant le DEVA. ([www.armee-halbierung-nein.ch](http://www.armee-halbierung-nein.ch))

Gotthard Frick, Bottmingen

(Traduction Horizons et débats)

«La neutralité permanente est un principe de la politique étrangère de la Suisse. Elle constitue un élément générateur de paix et de sécurité en Europe et au-delà. Elle garantit l'indépendance du pays et l'inviolabilité de son territoire.»

[www.eda.admin.ch](http://www.eda.admin.ch)

### «Réflexions concernant l'Armée ...»

suite de la page 5

la Suisse neutre à participer au travail pour la paix. Personne ne parlait jadis d'exercices de guerre sous commando de l'OTAN avec des tirs en direction de l'est ou d'une réduction massive de la défense nationale. Le peuple n'a jamais eu l'occasion de s'exprimer au sujet des activités du PPP. Car le DDPS (*Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports*) sait pertinemment que, malgré les nombreuses «tentatives de rééducation», plus de 90% du peuple suisse veulent maintenir la neutralité. Au sujet du service militaire obligatoire, cependant, les Suisses ont pu s'exprimer dans les urnes (grâce à une initiative populaire fédérale du GSsA):<sup>3</sup> le 22 septembre 2013, une majorité massive de 73,2% des électeurs et tous les cantons ont rejeté cette initiative demandant l'abrogation de l'obligation de servir.

Conclusion: ce qu'il faut ce sont une augmentation de l'armée à l'intérieur du pays et une réduction des activités à l'étranger; puis, des exercices à l'étranger uniquement là où ils sont nécessaires pour la formation de la troupe (cf. interview du conseiller national *Adrian Amstutz*); l'utilisation de l'argent économisé pour l'équipement de l'armée dans le pays, afin que celle-ci soit en mesure de remplir son mandat constitutionnel pour la défense et la protection du pays et de sa population.

La meilleure contribution à une défense du pays digne de ce nom serait certainement le retrait du *Partenariat pour la paix* – pourquoi ne pas envisager une initiative populaire pour atteindre cet objectif? •

<sup>1</sup> Gruppe Giardino, «Mut zur Kursänderung», p. 105–108

<sup>2</sup> 14.069 Communiqué de presse du Conseil fédéral du 3/9/14: «Le Conseil fédéral approuve les projets militaires»

<sup>3</sup> «Groupe pour une Suisse sans armée»

## «Nous devrions avoir plus de confiance en nous»

### Plaidoyer pour une politique industrielle originale qui ne lorgne pas vers l'étranger

Un entretien de Hanspeter Künzi, radio SRF, avec Nick Hayek, patron de Swatch



Nick Hayek  
(photo keystone)

*mw. Le monde entier connaît son nom, mais c'est en Suisse qu'il a véritablement accompli quelque chose d'exceptionnel: l'entrepreneur Nicolas Hayek (1928-2010). Alors que l'un des piliers fondateurs de l'économie suisse, l'industrie horlogère, était au bord de l'abîme, il l'a relancée en entreprenant, avec le concours d'ingénieurs de l'EPFZ [Ecole polytechnique fédérale de Zurich] et le soutien des banques suisses, la mise en fabrication d'une montre bon marché en plastique, la «Swatch» (= Swiss Watch). Aujourd'hui, le groupe Swatch possède diverses marques de montres suisses traditionnelles, ainsi que de nombreux sites de production fabriquant les plus petites pièces détachées indispensables à l'industrie horlogère – et tout cela, intégralement en Suisse.*

*Depuis la mort de son père, son fils Nick Hayek – tout comme son père avant lui, une personnalité impressionnante – dirige le groupe Swatch.*

*Dans cette interview radiophonique de radio SRF, Nick Hayek prouve qu'il est un chef d'entreprise suisse qui prend conscience de ses responsabilités. Pour les Hayek, la priorité absolue n'est pas la réalisation de bénéfices, mais la sauvegarde du site économique suisse.*

*Un chef d'entreprise qui met son potentiel au service de la Suisse. Quelqu'un qui comprend que ce sont justement le fédéralisme et la démocratie directe, particularités du modèle suisse qui présentent aussi des avantages essentiels pour une économie forte. Bref, voici un parmi tant d'autres de ses concitoyens qui apportent leur contribution à la société. Nous avons rassemblé ci-dessous des extraits de l'interview.*

\*\*\*

*Radio SRF: Nick Hayek, c'est le visage de l'industrie horlogère suisse. Depuis 13 ans, il dirige le consortium Swatch-Group, le plus important fabricant horloger du monde. Depuis jeudi dernier, les fabricants horlogers sont de nouveau présents à Bâle, au «Baselworld», le plus grand salon mondial de l'horlogerie. 1500 exposants venus du monde entier y exposent leurs créations en matière d'horlogerie ainsi que, dans une moindre mesure, de joaillerie. [...]*

*Nick Hayek, cet entretien est retransmis en direct depuis nos studios de Bâle, car naturellement, vous y êtes présent ces jours-ci. Mais vous n'êtes pas vraiment un grand fan de cette grande manifestation, non?*

*Nick Hayek: Ecoutez, c'est important que ce salon ait lieu en Suisse. Quand il s'agit d'industrie horlogère, le pays le plus important, c'est la Suisse. Mais moi, j'ai grandi avec la Swatch, avec la marque Swatch. Si on avait laissé la décision aux commerçants, la marque Swatch n'existerait tout simplement pas. Bâle est un salon commercial. A l'époque, au début des années 80, les commerçants, les commerçants américains, ont dit: «Mais c'est une blague, qui voudrait d'une montre en plastique, c'est trop bon marché. Qui pourrait bien vouloir d'une montre «Swissmade» bon marché?» [...]*

**«Quand il s'agit de l'industrie horlogère, c'est la Suisse le pays le plus important»**

*Vous avez dit que certaines marques ne faisaient qu'un gros coup de bluff. Alors, qu'est-ce que le groupe Swatch vient faire là?*

*Nous avons une responsabilité, vous savez, à un certain moment, le groupe Swatch ne venait plus à Bâle. Et quand vous voyez quelle est la stratégie industrielle du groupe Swatch – très exactement, nous avons 150 usines dans le pays. Nous fabriquons, entièrement en structure verticale, les plus petites pièces détachées, et pas seulement pour le groupe Swatch, mais encore pour des tierces parties, pour toute l'industrie horlogère suisse. Et cela signifie que nos marques sont présentes dans tous les segments, que nous voulons aussi les*

*exposer, et que notre présence à Bâle est donc volontaire et obligatoire; nous nous devons simplement de montrer que nous sommes très solidaires de l'avenir de cette industrie.*

*Il ne s'agit pas là de se mettre en évidence et de dire: je suis le plus grand, je suis le meilleur, mais bien plus de montrer que nous avons un intérêt commun – l'industrie horlogère suisse est une véritable industrie de haute technologie. C'est pour cela que nous sommes là.*

*Maintenant, l'industrie horlogère suisse ne marche plus tout à fait aussi bien qu'avant: l'an dernier, le total des exportations a reculé d'environ 3% et même chez vous, dans le groupe Swatch, le chiffre d'affaires a également reculé d'environ 3%. Et le bénéfice net – ce qu'on peut dire, je crois, sans exagérer – a chuté d'environ 20%. Là où n'importe quel chef d'entreprise serait plutôt nerveux et mal à l'aise, on a le sentiment, avec vous, que cela ne vous intéresse pas vraiment.*

*Non, voyez-vous, comme je l'ai dit auparavant, nous avons une autre philosophie; nous sommes des industriels et nous pensons à long terme, pas à court terme. Ce que pense la bourse ne nous intéresse pas. Elle ne se projette pas dans l'avenir sur plus de trois jours.*

*Mais moins de bénéfices, ça ne concerne pas que la bourse, mais aussi votre propre caisse. Ça y est, le franc suisse, on en parle. Par loyauté, nous tenons à continuer à produire localement. Naturellement, l'effet «franc suisse» pèse sur nous. Mais si vous considérez la situation dans son ensemble, le groupe Swatch fait plus de 18% de bénéfice opérationnel dans le secteur des montres et de la bijouterie – pour une entreprise industrielle. Bien sûr, l'année précédente, nous avons atteint les 20 à 21%. Mais le groupe Swatch a un financement très solide, une stratégie à long terme et pour cette raison nous n'en changerons pas à court terme, uniquement à cause d'un franc suisse désastreusement surévalué. Ce que nous visons, c'est une croissance soutenue à long terme, des investissements dans les innovations et dans la production. Nous devons justement les avoir tous deux en Suisse, nous avons besoin de la recherche et du développement, nous les avons, nous sommes très forts. Mais nous devons aussi retenir dans le pays le savoir-faire de la production. Alors cela ne va pas si mal si, pour une fois, nous faisons 2 ou 3% de moins. 20% ça paraît insensé mais quand vous savez que, dans le groupe Swatch, nous faisons encore un milliard de bénéfices, alors – OK – c'est supportable.*

*De nouveau, vous mentionnez le franc fort. – Vous vous laissez volontiers aller à l'encontre de M. Jordan, le directeur de la BNS. Maintenant, si on examine d'un peu plus près les chiffres des exportations de l'an dernier par régions, c'est frappant: Hongkong, le principal marché, moins 23%; Chine, le troisième marché en importance, moins 4,6%; en Asie, au Moyen-Orient, en Russie aussi, c'est problématique partout, même en Amérique du Sud. Au contraire, dans les pays de la zone Euro, comme l'Italie, l'Allemagne, la France, on relève une tendance positive. En fait, cela amène à une conclusion: tout ça n'est donc pas uniquement la faute du franc suisse, il y a d'autres problèmes.*

*Je dois donc, maintenant, corriger certains faits dont vous n'avez peut-être pas connaissance. Les chiffres des exportations ne sont pas les chiffres de vente. Ce sont des produits qu'on exporte, d'une succursale vers les autres. Deuxièmement, de nos jours les gens voyagent. C'est-à-dire, les Chinois voyagent. Avant, ils allaient à Hongkong, et puis il y a eu des problèmes, maintenant ils vont au Japon, et ils vont en Europe. Et naturellement, ils achètent les produits là où c'est le plus favorable et meilleur marché. Maintenant, avec ces distorsions monétaires – et je dois vous corriger: un franc suisse fort ne pose aucun problème, nous voulons tous avoir un vrai, bon, franc fort. Mais un franc suisse massivement surévalué est une catastrophe – pour l'industrie et pour le tourisme. Si vous vendez maintenant vos produits en Allemagne ou en France, vous avez alors des gens, les Français et les Alle-*

*mands, qui achètent ces produits localement et qui ignorent les fluctuations monétaires.*

*Là, on ne peut pas augmenter les produits [le prix des produits] d'un jour à l'autre de 20%, sinon vous aurez des ventes qui s'effondrent, c'est-à-dire des chiffres de ventes en nombre d'articles. Il faut donc accepter l'idée que les touristes voyagent, par exemple, en Allemagne ou en France et qu'ils y achètent leurs montres, plutôt qu'à Hongkong ou en Chine. Mais si ensuite, vous opérez le change des recettes locales en francs suisses, là vous enregistrez une perte. Et de cela, vous devez aussi faire une analyse exacte. En 2009 par exemple, nous, l'industrie horlogère suisse dans son entier, avons exporté 21 millions de pièces. En 2015 – alors que tout le monde parle de temps plus difficiles – plus de 28 millions de pièces. C'est une croissance incroyable. [...]*

**«L'industrie horlogère suisse [...] a toujours dû se battre contre les 1,17 milliards de pièces produites dans le reste du monde»**

*Abordons maintenant un autre sujet. Nous avons déjà parlé du franc suisse et là, nous pourrions peut-être encore en parler pendant une demi-heure. Mais parlons des Smart-Watches. Il y a un an, vous étiez déjà ici, chez nous. Alors, vous nous aviez dit: nous n'avons pas peur, ce n'est pas une concurrence pour la Suisse. Entre-temps, on vend plus de Smart-Watches, et notamment, bien sûr, d'Apple-Watches, que de montres chez nous. Ça vous a surpris?*

*Non, vous devez considérer les chiffres. Vous savez, le marché mondial de l'horlogerie porte sur 1,2 milliards de pièces. Les ventes concernent 1,2 milliards de pièces. Là-dessus, l'industrie horlogère suisse a traditionnellement une part entre vingt et trente millions de pièces. Les Japonais, soixante millions. Et maintenant comparez ces chiffres avec ceux de l'industrie horlogère suisse. Vous devez établir la comparaison avec l'ensemble de l'industrie horlogère. L'industrie horlogère suisse, dans tous les segments, même dans les plus bas segments du marché, là où le groupe Swatch est pratiquement le seul présent, avec Tissot, avec Swatch, a toujours dû se battre contre les 1,17 milliards de pièces qui sont produites dans le reste du monde. Et ce sont des montres de mode, des montres intelligentes, des montres non-intelligentes, de belles montres. Nous les avons toujours exposées. Les montres connectées, nous les produisons déjà. Swatch a lancé sa montre-carte de crédit en Chine, avant Apple, avec Union-Pay. Nous avons la Touch Zero One, la Touch Zero Two, et comme je l'ai dit précédemment: nos technologies sont intégrées à de nombreux appareils et chez Apple aussi, d'ailleurs, pas dans les montres connectées, mais dans les Smartphone, il y a des applications qui viennent de chez nous.*

*Donc, vous avez été les pionniers, si l'on peut dire, dans ce domaine, et maintenant, vous avez été totalement devancé par Apple.*

*Nous sommes les pionniers absolus. Cependant, vous savez, nous sommes en très bonne position. Nous sommes acteurs du marché et nous utiliserons les fonctions que nous estimerons correspondre aux désirs du consommateur. Nous occupons une situation fantastique. Nous pouvons réaliser l'intégration des fonctions, indépendamment, dans nos montres, c'est-à-dire que la montre doit rester un bijou destiné à un homme ou à une femme. Et nous pouvons intégrer les fonctions qui sont utiles. L'erreur, commise par certains autres, a été d'acheter le know-how aux Etats-Unis. Le savoir-faire est là, dans nos universités, au CSM de Neuchâtel, dans le groupe Swatch, nous avons tout le savoir-faire jusqu'au système d'exploitation, mais il y a des gens qui, pour remporter rapidement des succès de marketing à court terme, vont en Amérique pour faire leur marché. [...]*

**«Les Suisses ne sont pas des extrémistes, ils ne veulent pas d'une politique extrémiste, ni de droite ni de gauche»**

*Monsieur Hayek, je voudrais encore discuter avec vous brièvement d'un sujet tout à*

*fait différent, la politique. Cette semaine, il y a eu au Parlement un grand débat économique: les partis de gauche veulent des programmes d'action économique, ils veulent, par exemple, tenir en laisse la Banque nationale. Les partis de droite, eux, ne veulent en principe rien changer, à part de s'assurer que les conditions générales restent bonnes. Vous, que souhaiteriez-vous?*

*Je voudrais qu'à l'avenir la Suisse s'en tienne fermement à son système fédéral par lequel elle délègue l'autonomie aux gens d'en bas, aux cantons, aux communes, aux villes.*

*Y a-t-il maintenant besoin d'un programme économique, comme la gauche le désire?*

*Non, il n'y a besoin d'aucun programme économique. Vous voyez, la Suisse a un problème, c'est le franc suisse, ça, c'est vraiment le problème, j'en reparle à nouveau, même si cela vous énerve. Regardez, la Banque nationale américaine, la Banque nationale japonaise, la Banque européenne, toutes les banques nationales ont reconnu que leur devise nationale est un instrument important de leur industrie. Il n'y a que la Suisse qui pense qu'elle ne peut rien faire, qu'elle est petite et faible – et c'est ça, notre problème. Tout le reste est fantastique: nos relations avec les syndicats sont excellentes, nos relations avec les travailleurs, le système de formation, les infrastructures. Nous avons le meilleur de ce qui existe. Et nous avons encore une autre excellente chose: c'est qu'il n'existe aucune politique centralisée qui veuille entreprendre des mesures d'aide à l'économie.*

*Peut-on dire, en ce qui concerne la politique en matière de Banque nationale, la tenir en laisse, que vous vous trouvez plutôt à gauche, mais en ce qui concerne les programmes d'action économique, vous vous situez plutôt à droite? Où vous trouvez-vous, réellement? Vous savez quoi? Je suis un pragmatique. Cela veut dire que ce qui nous tue dans ce monde, ce sont ceux qui suivent les dogmes et les idéologies. De quoi avons-nous besoin, nous les braves Suisses ... nous avons les pieds sur terre, nous devons faire ce qui est bien pour notre pays, pour nos travailleurs et pour notre emploi. Le chômage, dans ce pays, ça ne passe pas. Là il faut se réveiller. Et s'il y a des positions de gauche, s'il y a des positions de droite – un coup c'est à gauche, un coup, c'est à droite, cela ne m'intéresse pas, nous faisons ce à quoi nous croyons. Et si quelqu'un de l'extérieur dit, ça, c'est de gauche ou ça, c'est de droite, ça ne nous intéresse pas.*

*Pourtant – une fois tous les quatre ans au moins, on doit quand même se décider: pour quel parti je vote? Vous, vous votez pour qui? En réalité, je ne vote pas pour un parti, je vote pour des personnes, je regarde autour de moi: qui est crédible et qui représente ce que je trouve juste. Ensuite je vote, comme ça. Je ne suis dans aucun parti.*

*Depuis l'automne dernier, nous avons une nouvelle majorité, une majorité plus importante en nombre qu'avant. Pour vous en tant que chef d'entreprise, est-ce une bonne chose, vous en réjouissez-vous?*

*Vous voyez, j'ai appris qu'en Suisse tout est toujours circonscrit dans des limites. Même si maintenant lors de ces élections, il y a eu un léger déséquilibre en faveur de la droite. Puis, il y a une autre fois un déséquilibre en faveur de la gauche. Tout cela s'est contrebalancé. Les Suisses ne sont pas des extrémistes, ils ne veulent pas d'une politique extrémiste, ni de gauche ni de droite. Je ne me fais aucun souci. Et n'oubliez pas ce système exceptionnel ... Quand je raconte à nos amis chinois que nous avons sept conseillers fédéraux et qu'ils proviennent effectivement de quatre partis différents! Ça c'est vraiment sensationnel. Et c'est exactement ainsi que cela doit être.*

*Autrefois, à l'étranger, la politique suisse était le symbole de la continuité, de la stabilité – maintenant il y a continuellement*

# Politique industrielle et démocratie directe en Suisse

## L'industrie horlogère et l'exemple de Nicolas Hayek

par Werner Wüthrich, docteur ès sciences politiques

Il y a environ cinquante ans, la troisième révolution industrielle débuta avec l'utilisation d'ordinateurs, l'invention de nouveaux moyens de communication globaux et, de façon générale avec la numérisation de l'économie et de grands domaines de la vie. Le principe binaire 0 et 1 devint la clé pour un nouveau monde – dont personne n'aurait soupçonné au début une telle expansion. Cela commença en Suisse, comme dans beaucoup d'autres pays, avec la préoccupation de l'avenir de l'industrie et de son essor dans le monde entier. Divers domaines industriels se transformèrent de fond en comble. La part du travail industriel diminua partout, et on créa davantage d'entreprises du secteur tertiaire. De nombreuses usines durent mettre la clé sous le paillasson (ou délocaliser à l'étranger). En très peu de temps des milliers de places de travail disparurent. De grandes entreprises traditionnelles telles *Alusuisse*, *Brown Boveri*, *BBC*, *Saurer* et *von Roll* rencontrèrent de grandes difficultés. La plus concernée était pourtant l'industrie horlogère. Les raisons particulières de cette situation étaient les suivantes:

A la fin des années 1960, des chercheurs au sein des entreprises horlogères et de l'EPFZ inventèrent la technologie quartz et la montre digitale fonctionnant avec pile. Leurs collègues au Japon firent à peu près en même temps la même invention. Alors qu'en Suisse on ne réalisa pas entièrement l'importance pratique de cette nouvelle technique et que les entreprises horlogères continuèrent à assembler presque uniquement des montres mécaniques, avec lesquelles elles avaient dominé le marché mondial pendant des décennies, des entreprises japonaises comme *Seiko*, *Casio* et d'autres misèrent entièrement sur la technique quartz, et les Japonais commencèrent à inonder le marché mondial de grandes quantités de montres précises et beaucoup moins chères. Les conséquences

étaient catastrophiques pour la Suisse. Tandis qu'au cours des années 1960 huit des dix montres vendues dans le monde entier provenaient de la Suisse, ce taux chuta dans les années 1970 à 10%. Les suites furent dramatiques pour notre pays. Plus de la moitié des places de travail dans l'industrie horlogère suisse disparurent et quelques augures annonçaient déjà sa disparition totale.

### L'Etat comme sauveur?

L'Etat devait-il intervenir dans ce moment difficile de crise – à l'instar de ce qu'il fit pendant la grande crise dans les années 1930? En 1978, le Conseil fédéral proposa d'abord un programme d'impulsion: la Confédération devait promouvoir financièrement la recherche appliquée, la formation technique et le développement dans les entreprises. Le Parlement élaborait un programme de «mesures pour la diminution des difficultés économiques». Parallèlement, on prévoyait de promouvoir l'implantation de nouvelles industries dans les régions économiquement menacées du pays – surtout dans la région en crise du Jura, le centre de l'industrie horlogère.

En 1983, le Conseil fédéral renforça encore ses efforts pour une politique industrielle étatique. Le conseiller fédéral *Furgler* proposa l'introduction d'une «garantie du risque d'innovation». Elle devait réduire, au moins partiellement, le risque financier des entrepreneurs lié à toute recherche. Une partie des économistes refusèrent ce projet de la Confédération et exigèrent uniquement «des conditions-cadres favorables» pour les entreprises. L'«innovation» et les risques liés seraient pourtant seulement l'affaire de l'entrepreneur. Il fallait prendre une importante décision fondamentale dans une situation difficile. Dans la Suisse fondée sur la démocratie directe, seul le peuple pouvait poser les bons jalons.

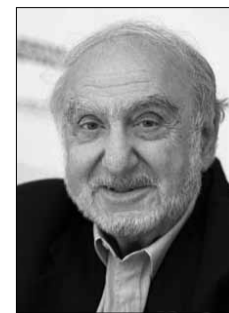
Le conseiller fédéral *Furgler* réussit d'obtenir au Parlement une majorité pour son projet

de «garantie du risque d'innovation» – mais pas devant le peuple. Le 22 septembre 1985, le souverain donna un signal clair – malgré le malaise économique – contre la politique industrielle étatique et refusa par 57% des voix nettement la «garantie du risque d'innovation» proposé par la Confédération. En même temps, il s'établit une nouvelle brise légère dans l'industrie horlogère en détresse – mais ce n'était au début qu'un petit air léger.

### Nicolas Hayek

Le conseiller d'entreprises *Nicolas Hayek* montra l'exemple de ce qu'on peut atteindre de par ses propres forces avec suffisamment d'initiative entrepreneuriale. Il s'est lié à des ingénieurs de l'EPFZ et de la branche horlogère. Des banques suisses aidèrent au financement. Le 1<sup>er</sup> octobre 1983, il présenta à la presse la première *Swatch* (Swiss Watch) et cela en douze modèles voyants – une montre de qualité suisse avec technologie quartz à 50 francs. Ce ne fut que le début. Par une stratégie de marketing habile, il commença avec ses collaborateurs à conquérir le monde. La nouvelle montre devait devenir un accessoire de mode et chaque femme et chaque homme pouvait avoir plusieurs montres allant soit avec le jean soit avec la robe du soir. En outre, la *Swatch* devait devenir un objet d'art et un objet à collectionner. On réussit à attirer des artistes renommés. 5 ans plus tard on en avait déjà vendu 1 million d'exemplaires. L'histoire de cette réussite ne fit que commencer. En 2008 (depuis les chiffres ne sont plus publiés), lors du 25<sup>e</sup> anniversaire de *Swatch*, 381 millions d'exemplaires avaient été vendus. *Nicolas Hayek* a maintenu la tradition de produire exclusivement en Suisse. Les autres marques horlogères se laissèrent contaminer par l'atmosphère de renouveau. Notamment dans le segment du luxe, elles firent de grandes envolées. La montre mécanique fut «réinventée», et elle se présenta dans le «beau nouveau monde

du quartz» comme un produit spécial et particulièrement précieux. Ainsi la montre mécanique fut bientôt à nouveau vendue dans le monde entier en grandes quantités comme aux meilleurs temps. – Aujourd'hui, l'industrie horlogère, autrefois à la dérive, a magnifiquement surmonté la crise et plus personne ne parle de politique industrielle étatique.



Nicolas Hayek (photo mad)

### Conclusion

La votation sur la garantie du risque d'innovation et l'exemple de *Nicolas Hayek* démontrent que le peuple suisse a beaucoup de confiance dans le travail des entreprises. Il soutient pour elles des conditions générales favorables – telles, par exemple, de bonnes écoles, de bonnes formations professionnelles, des taux fiscaux modérés et ainsi de suite. Le peuple refuse cependant que la Confédération enlève aux entreprises leurs risques et leur responsabilité dans leurs activités et s'occupe elle-même activement de la politique industrielle. Dans d'autres pays, telle la France – c'était les années de *François Mitterrand* –, cela s'est déroulé de manière contraire.

En 1985, le peuple a posé les jalons pour la politique économique. Il n'y a en Suisse jusqu'à aujourd'hui pas de gouvernement économique dirigeant d'une main forte les activités économiques – sauf dans le domaine des services publics. C'est le souverain qui a posé, par cette votation et de nombreuses autres, un cadre laissant beaucoup d'espace pour l'initiative individuelle et l'auto-responsabilité, préservant ainsi le fédéralisme décentralisé. L'industrie horlogère suisse en est un exemple type. •

### «Nous devrions avoir ...»

suite de la page 7

des initiatives – qu'elles parviennent ou non à aboutir – qui font les gros titres des journaux, également à l'étranger. A gauche, le 1:12, le salaire minimum, à droite, l'initiative UDC contre l'immigration de masse ou tout récemment, l'initiative de mise en œuvre... Cela donne, à l'étranger aussi, une toute nouvelle image de la politique suisse: moins de stabilité, comme on en a partiellement l'impression en Suisse. Est-ce un problème pour vous, l'avez-vous ressenti?

Non. Vous avez eu cette impression, vous? Non, j'ai l'impression qu'à l'étranger les gens admirent la Suisse. Il n'y a que les politiciens; si vous écoutez les hommes politiques à l'étranger, les Allemands, voilà un bon exemple: lorsque, par exemple, la Suisse a accepté l'initiative «contre les rémunérations abusives», les politiciens allemands ont dit: «Sensationnel. Qu'ils sont intelligents, ces Suisses! Ils ont voté contre les «parachutes dorés.» Ensuite il y a un autre vote, l'initiative «contre l'immigration de masse», et alors, les mêmes politiciens se révoltent: «Mais c'est scandaleux, comment ils ont voté, ces Suisses, c'est effrayant de voir comme on peut les manipuler!» C'est quoi tout ça? Un coup c'est sensationnel quand cela nous plaît, et le coup d'après, ça ne l'est pas?

En tant que chef d'entreprise, ne remarquez-vous aucune différence avec la situation d'il y a par exemple dix ans, qui était quand même légèrement différente?

Au contraire, je pense que la Suisse est un modèle, et que beaucoup, beaucoup de gens dans le monde – sauf les hommes politiques – trouvent que la Suisse est un super exemple. Et la Suisse a le leadership dans de nombreux domaines, en technologie aussi, et également d'ailleurs en technologie intelligente, et nous devrions en prendre conscience et être un peu plus sûrs de nous, avant d'essayer d'aller acheter partout dans le monde ce que nous pourrions fabriquer nous-mêmes [...]

### Une nouvelle batterie sensationnelle – Swiss made!

En conclusion, je voudrais encore vous parler de quelque chose de tout à fait différent, pas de montres, mais de batteries. La société s'appelle *Belenos*, elle est encore relativement petite, mais ce qui doit en sortir sera quelque chose de tout à fait grand, une nouvelle super-batterie beaucoup plus efficace que tout qui existe aujourd'hui. On parle de 30% de productivité en plus, et par-dessus le marché, plus simple à recharger. Comment une société comme la vôtre en arrive-t-elle à s'engager à une telle hauteur dans un domaine plutôt étranger?

Pas si étranger que ça: dans l'industrie horlogère – beaucoup de choses tournent autour de l'énergie. Vous pouvez recharger une montre – mécanique – avec l'énergie générée par le mouvement de votre corps. Il y a même des montres que vous pouvez mettre en marche par la température dégagée par votre peau lorsque vous courez. Et en micro-électronique également. Nous sommes spécialistes de tout ce qui touche à la miniaturisation et qui consomme peu d'énergie: *Touch Screen*, les cellules solaires. Et c'est mon père qui en est à l'origine. Il avait une vision et répétait constamment: pour ce qui est de la mobilité, si les Chinois, si les Indiens, si tous ces gens veulent reproduire les fautes que nous avons commises en matière de mobilité, l'univers périra étouffé par le smog.

Il voulait faire une *Swatch-mobile*.

Oui, il voulait faire une *Swatch-mobile*. Alors, il a fondé *Belenos*, d'ailleurs avec l'EPFZ comme actionnaire et avec *George Clooney*. Nous avons fait des recherches sur les piles à combustible et les batteries. Et nous avons mis au point un nouveau matériau avec l'aide de l'EPFZ: le vanadium, et maintenant voici l'idéal: *Renata*, notre usine de batterie, où nous produisons 800 000 pièces par jour dans le canton de Bâle. Et la combinaison de la recherche et du développement jointe à la production nous ont amenés à ce résultat: en juillet nous serons à même de produire une sensationnelle nouvelle batterie qui aura une densité énergétique augmentée de 30%, sera

moins dangereuse, se rechargera plus vite – et qui sera Swiss made!

Et elle ne servira pas seulement pour les montres, pas seulement pour l'électronique grand public, mais également pour les vélos à assistance électrique (E-Bike) ou, par exemple, aussi pour des voitures – ainsi, en ce moment en Suisse la mesure de toutes choses est la Tesla, et une telle batterie coûte environ 30 000 francs suisses. On peut faire 400 km, après quoi il faut la recharger entre quelques heures jusqu'à une demi-journée. Avec votre batterie... ça prend combien de temps, par exemple?

Nous nous sommes spécialisés en travaillant avec une tension et un voltage plus bas grâce auxquels nous pouvons recharger plus rapidement. Les matériaux employés chauffent moins, la durée de vie est plus élevée. Tout cela provient des connaissances acquises dans l'industrie horlogère.

Et plus tard, vous voulez livrer cela aussi en Chine. Où ces emplois seront-ils créés, alors?

Tout d'abord ils sont créés ici en Suisse, car c'est ici que nous avons conduit la recherche et que nous produisons. Comme je l'ai dit: aujourd'hui, nous produisons 800 000 batteries par jour! Il n'y a, je crois, aucun autre producteur de batteries, qui en fasse autant en Suisse. Ce qui est important cependant, ce sont les emplois en Suisse. Là nous sommes des pionniers, là nous allons de l'avant. Mais nous devons aussi changer le monde, nous devons aussi nous occuper de ce que ces batteries, qui sont de meilleure qualité, amènent vraiment un changement dans la mobilité, et cela ne peut se produire qu'en passant par une «joint-venture» et que si des usines se développent dans différents endroits du monde où l'on puisse produire ces batteries plus rapidement.

Vous avez déjà dit qu'il y avait là un chiffre d'affaires annuel potentiel de dix milliards de francs suisses. Comparativement, c'est plus que le chiffre d'affaire, réalisé par le groupe *Swatch* avec les ventes d'horlogerie. Quand cela prendra-t-il effet?

Ça, il faut le demander aux analystes.

C'est à vous que je le demande, vraisemblablement, vous êtes plus au courant.

Ecoutez, cela n'est pas important. Ce qu'il faut, c'est le savoir-faire de la production, et les résultats de la recherche et du développement: ils sont là. Et puis, vous voyez que les produits existent. Savez-vous combien de chefs d'entreprises viennent à nous, de petits entrepreneurs, des entrepreneurs moyens, ceux qui font les E-Bikes, qui ont des idées – pensez à toutes ces voitures à conduite autonome, qui existent déjà, qui ont besoin d'énergie; là vous voyez quel est le potentiel existant en Suisse.

Néanmoins, je vous le redemande: Quand cela sera-t-il totalement mis au point, quand ces dix milliards seront-ils réalisés, et combien de gens s'atteleront à ce travail – encore une fois, uniquement – en Suisse?

Vous savez que l'argent ne m'intéresse pas. Ce qui est important, c'est que nous ayons livré les cent mille premières batteries pour une super-nouvelle voiture électrique. Et ce sera certainement le cas en 2017.

Votre père avait la réputation d'avoir été le véritable sauveur de l'industrie horlogère suisse. Est-ce possible que vous soyez un jour reconnu comme celui qui a créé l'idée de la voiture électrique comme moyen de transport de masse écologique?

Non, ce n'est pas ça, ce sera aussi mon père qu'on verra comme l'initiateur du projet, car c'est lui qui avait eu cette idée visionnaire en 2007. Et cette idée a perduré jusqu'à aujourd'hui parce que nous sommes têtus et que nous n'écoutons ni les analystes, ni la bourse, ni les journalistes.

Vous voulez aller jusqu'au bout du projet?

Non seulement nous le voulons, mais nous le mènerons vraiment à bien jusqu'au bout. Nous sommes des entrepreneurs et pas des gars du marketing.

Alors, nous vous souhaitons bonne chance, monsieur Hayek, et merci d'avoir participé à notre émission du samedi. •

Source: *Radio SRF, Samstagsrundschau* du 19/3/16

(Traduction *Horizons et débats*)